

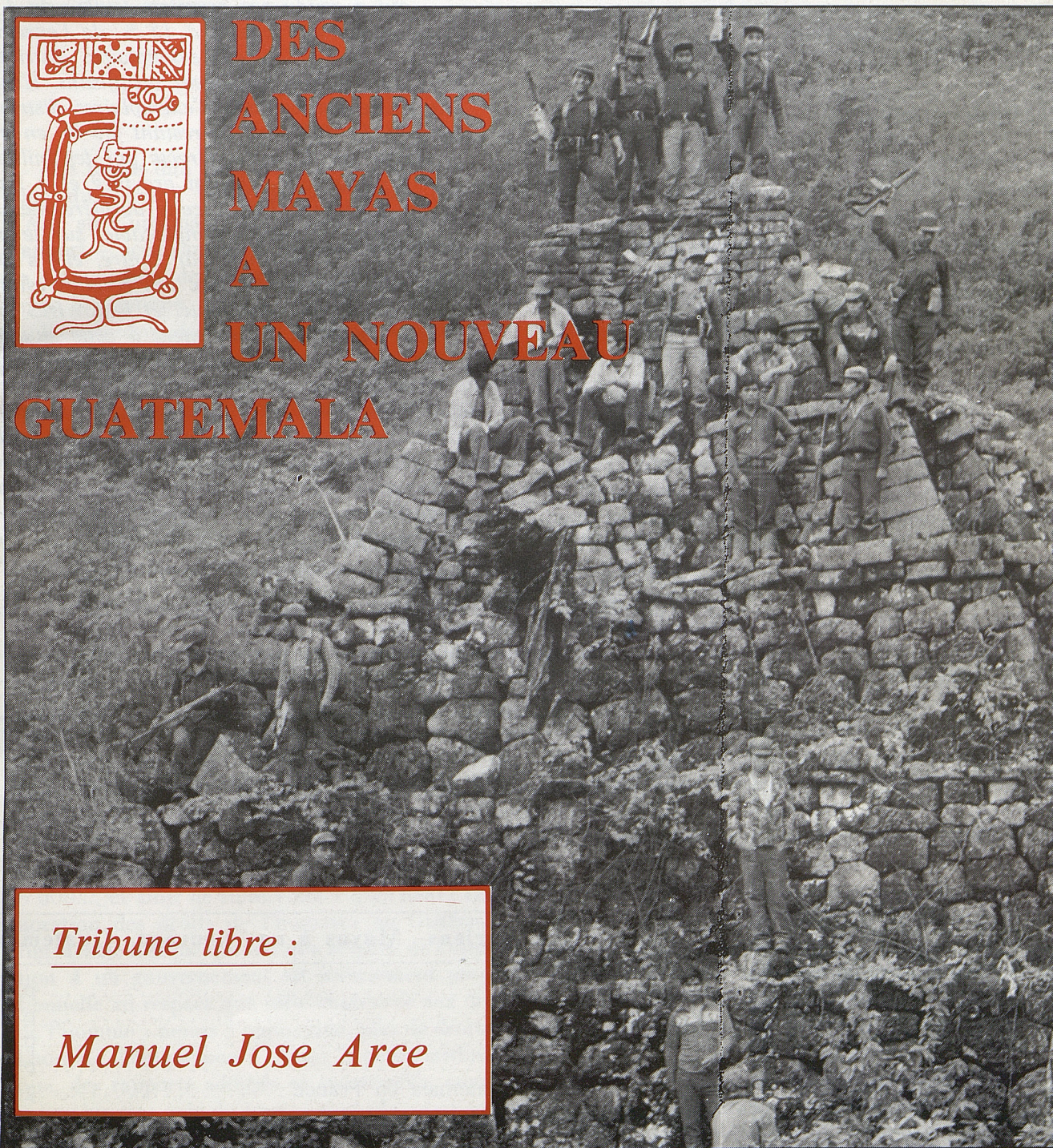
solidarité guatemala

15 F

Revue d'information bimestrielle sur le Guatemala



DES ANCIENS MAYAS A UN NOUVEAU GUATEMALA



Tribune libre :

Manuel Jose Arce

Le Collectif Guatemala est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec **tous** ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, populaire et démocratique.

COMITE DE REDACTION

Lysiane JAMAIN
Diego RODRIGUEZ
Colette BOINOT
Philippe MORVAN
Charlotte DABADIE
Hugues CAYZAC
Laurette FARGES
Benjamin TOMAS
Laure VANEL

Directeur de publication

Hugues CAYZAC

Commission paritaire :
65 146

SOLIDARITE GUATEMALA
est édité par
le COLLECTIF GUATEMALA
— association loi 1901 —
67, rue du Théâtre
75015 Paris
Tél : 579 67 57
(le jeudi à partir de 19 h 00)

Photocomposition VRAC
Imprimerie ROTOGRAFIE

Abonnement annuel : 50 F
Abonnement de soutien :
100 F

DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris

Cher(e)s ami(e)s,

Abonnez-vous ! Voici un slogan que vous avez sûrement aperçu lors des dernières parutions de « Solidarité Guatemala ».

En effet, nous avons lancé une campagne d'abonnement qui a rendu ses premiers fruits : de 3 %, les abonnements sont passés à 15 % de l'ensemble des exemplaires distribués.

Mais c'est encore largement insuffisant. Hormis un faible pourcentage d'exemplaires distribués gratuitement, la diffusion du restant (85 % environ) repose sur la vente directe par les militants de la solidarité, en province et à Paris.

Or, si sur le plan politique cette dernière méthode reste et restera irremplaçable, sur le plan financier, par contre, elle s'avère trop peu efficace : le flux des recettes est trop aléatoire, sporadique, et lent... très lent !

*Pour remédier durablement à cette situation, nous pensons qu'il faut privilégier le système de l'abonnement, voire inverser leur proportion : **60 % d'exemplaires distribués aux abonnés !** Voilà le but.*

Pour y parvenir, il nous faut votre collaboration.

Chaque lecteur, qu'il soit membre d'un comité de solidarité ou pas, doit s'abonner ! Chaque vente d'un exemplaire de « Solidarité Guatemala » doit se transformer en un abonnement !

◆ Abonnement annuel de 50 francs et abonnement de soutien de 100 F pour cinq numéros.

◆ Chèque à l'ordre de Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

Editorial	p. 3
Contrôle par les uns, public relations pour les autres	p. 4
Dernières	p. 5
Démocratie et droits de l'homme	p. 6
Flashes	p. 7

Dossier : Des anciens Mayas à un nouveau Guatemala

Une occasion ratée	p. 27
Tribune libre	p. 28
La peur et l'espoir	p. 30
Voix du silence	p. 31
Contact solidarité Guatemala en France	p. 32
Solidarité mode d'emploi	p. 33
Le Guatemala dans l'Hexagone	p. 34

Sommaire



Editorial

«Le temps dira qui a eu raison»... voilà la réaction du Général Oscar Mejia Victores, (chef de l'état au Guatemala depuis août 1983, devant le rapport — accablant pour son gouvernement —) de la Commission des Droits de l'Homme au Parlement britannique.

L'expression du Général n'est pas dépourvue de sagesse : le temps fait son travail, il permet l'oubli, il efface, il dissocie les événements. Mais plus que de sagesse, le Général sait de quoi il parle : à peine un mois plus tard la mission du parlement britannique fut suivi par le Rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, le Vicomte Colville de Culross.

Son rapport fait état d'une «sensible amélioration» dans le respect des droits de l'homme et tend à présenter la création de villages stratégiques, par l'armée, comme un exemple de «programmes de développement». Dans son cas, le temps n'a pas eu le temps de jouer son rôle.

Toutefois ce qui est alarmant ce n'est pas l'attitude de Culross lui-même, mais les tendances qu'elle révèle et les mécanismes intellectuels qu'elle dévoile : 2 c'est plus petit que 3..., 5 c'est plus petit que 10..., 150 c'est plus petit que 300..., et si l'on passe du registre ordinal au registre moral... 5 assassinats valent mieux que 10..., 1 000 mieux que 5 000..., et ainsi de suite. Voilà à quoi tient l'«amélioration des droits de l'homme» au Guatemala. Implacable logique qui fait que la force de l'opposition à un gouvernement est inversement proportionnelle au respect que celui-ci accorde aux droits de l'homme : moins d'opposition, plus de droits de l'homme. Logique non ! Ainsi, la petite arithmétique, des rapports additifs et soustractifs, conduit à ne plus rien voir du tout, à tout obscurcir car ce que le gouvernement fait de sa main droite n'a rien

à voir avec ce qu'il fait de la main gauche. C'est ce mécanisme là le plus dangereux : les massacres d'hier, le déplacement forcé des survivants et leur concentration postérieure dans les «villages modèles», le contrôle strict des déplacements, l'assignation des «quotas» de production, le contrôle des échanges et du commerce, le recrutement de force de la population masculine dans les milices civiles... tout cela n'a apparemment rien à voir avec ce qu'on appelle les «Pôles de Développement».

Or, dans les Pôles de Développement tout est sous la surveillance étroite des militaires : agences de développement, projets de toute sorte, nationaux ou étrangers, publics ou privés ; organismes de formation, alphabétisation, coopératives, autorités religieuses ; tout est surveillé, à tous les échelons par l'armée.

Pour ce faire l'État Major de l'armée et tous ses échelons de commandement «doublent» toutes les instances traditionnelles du pouvoir d'État, modifiant complètement l'ordre normal de la prise de décisions, de nomination du personnel, d'adjudication des fonds, etc. Ce mécanisme est appelé aujourd'hui «Coordinations Inter-institutionnelles» et il sera inscrit prochainement dans la nouvelle Constitution du pays. Et c'est cette Constitution qui devra régir le passage du pouvoir de la main des militaires à celle des civils lors des prochaines élections d'octobre 1985. L'enchaînement est clair et pourtant : les élections n'ont rien à voir avec la stratégie de contre-insurrection. L'on condamne la persistance des affronts aux droits de l'homme et en même temps on applaudit les «efforts de démocratisation» et les «Programmes de Développement». Voilà la petite logique qui fait rage aujourd'hui dans les forums internationaux et dans les médias du monde occidental. Voilà notre cible.

CONTROLE PAR LES UNS,

PUBLIC-RELATIONS POUR LES AUTRES

«Victoire des partis du centre dans une élection massive et sans fraude». «Guatemala : un pas vers la démocratie. Un civil au pouvoir après quinze ans de gouvernement militaire.» La ressemblance avec les titres des journaux lors des élections de juillet 1984... est une pure coïncidence. Il s'agit des titres et de commentaires de la presse tout à fait hypothétiques, purement imaginaires, d'un événement futur dont le déroulement est encore difficile à préciser. En tout cas, des élections présidentielles et législatives auront lieu au Guatemala. Ça c'est bien vrai, et les Guatémaltèques vont étrener un président «civil» et «centriste»... ça c'est vraisemblable. Quant à l'attitude des medias en France et en Europe, peut-être faisons-nous plus de l'anticipation que de la fiction ? Les démocraties européennes vont, elles, saluer, voire applaudir l'émergence d'un gouvernement civil «centriste» et «modéré» ? Vont-elles considérer que cela sera un pas sur le chemin de la paix, dans le sens d'une solution négociée aux problèmes du Guatemala et de l'Amérique Centrale ? Ça, c'est fort probable... c'est l'air du temps.

Nous, nous ferons tout pour montrer que c'est un grand mensonge, que l'élection d'un gouvernement civil est un rouage de plus dans la stratégie contre-insurrectionnelle de l'armée guatémaltèque ; qu'un gouvernement du «centre» non seulement s'accommode bien d'une tutelle militaire, mais qu'il devient un besoin tactique très important pour répondre aux conditions nouvelles créées après les victoires militaires de l'armée en 1982-1983.

L'élection d'un civil n'est pas d'ailleurs un fait nouveau au Guatemala. L'alliance entre le centre et le centre-gauche est d'ailleurs devenue un des traits caractéristiques des gouvernements militaires qui se sont succédés depuis 1974.

Qu'y a-t-il de nouveau dans le projet des élections ? A quoi répond-t-il ? Pourquoi une nouvelle Constitution dans un pays qui en a déjà plusieurs, d'ailleurs très bonnes ?

DU CONTROLE DU SOMMET...

En trente et un ans, le Guatemala a connu un seul gouvernement civil, celui de Julio Cesar Montenegro (1966-1970).

Y-a-t-il des ressemblances entre les élections de 1966 et celles de 1985 ? Sans abuser de l'analogie, celle-ci peut être très illustrative : l'élection en 1966 d'un candidat civil de l'«opposition» fut une manœuvre destinée à donner le cadre politique à la plus importante offensive militaire lancée contre les maquisards depuis

leur apparition fin 1962. Cette offensive se solda par une défaite stratégique du mouvement de guérilla dont il ne se remit que quelques huit à dix ans plus tard. Les élections d'octobre 1985 visent le même but : donner un cadre politique et diplomatique à des offensives qui doivent avoir des conséquences fondamentalement militaires.

Présentation de la carte d'identité lors des élections pour l'Assemblée nationale constituante à San Juan Ostuncalco, Quezaltenango. Piers Cavendish/Reflex.



Les ressemblances s'arrêtent là. Dans les années soixante, l'opposition «civile» jouissait d'un prestige considérable. Il y avait les partis «historiques» se réclamant de l'héritage de la révolution de 1944 (le PR, Parti de la Révolution, se retrouvera plus tard un des plus importants soutiens des «généraux-présidents»). Les élections ont provoqué la mobilisation d'importants secteurs de la population, tout en divisant le mouvement révolutionnaire de l'époque. De plus, les élections se produisirent dans un contexte de croissance et d'expansion économique sans précédent, face à un mouvement de guérilla qui n'avait pas encore acquis une véritable dimension nationale, disposant de forces militaires et d'une puissance de feu très faibles.

Entre 1966 et 1970, la présence de l'armée, la menace de «coup d'État» furent les instruments par lesquels cette dernière exerça le rôle directeur sur le pouvoir civil. Julio Cesar Montenegro accomplit son mandat sans entrave apparente et les militaires, forts du prestige tiré des victoires militaires sur le mouvement révolutionnaire, décidèrent de sortir de l'ombre : contrôler le sommet de la pyramide ne suffit pas, il faut l'investir et cela dans la plus pure «légalité».

Les élections de 1970 ouvrent la période des «généraux-présidents». Le maintien du suffrage universel par périodes de quatre ans permettra non seulement de respecter les «formes» mais règlera aussi les problèmes du partage du pouvoir au sein même de l'institution armée : le «haut commandement de l'armée» devient le principal ou plutôt l'unique «viver» des candidats à la présidence de la République. Les partis politiques traditionnels s'adapteront tant bien que mal aux nouvelles conditions, et les contestataires seront systématiquement éliminés (notamment les dirigeants de la gauche modérée tels Alberto Fuentes Morh). Soutenus d'abord par les partis de l'extrême-droite (le MLN-PID soutiennent le général Arana Osorio en 1970), les militaires vont prendre leurs distances et chercheront plutôt le «centre» (régimes des généraux Laugerud — 1974 à 1978 — et Lucas Garcia — 1978 à 1982). Le principal instrument pour garantir le maintien du pouvoir dans le bon sens fut la «fraude».

Au bout de douze ans, le régime des généraux se vit fortement affaibli et érodé. Le développement sans précédent de la guerre révolutionnaire et l'amorce d'une crise économique brutale et de longue durée ont complètement déstabilisé l'édifice du pouvoir, menaçant l'institution militaire elle-même. Le coup d'État de Rios Montt en mars 1982 sonna le glas du régime des généraux-présidents.

... AU CONTROLE DE L'APPAREIL

La pyramide du pouvoir est fragilisée. Le jeu d'alliances entre les généraux et les partis politiques traditionnels est embourbé dans la corruption : les officiers qui supportent le poids de la guerre rejettent les «politiciens» et la corruption sans frein des généraux. De la guerre non déclarée, il faut passer à la guerre ouverte. La Constitution est abolie, l'Assemblée législative dissoute ainsi que les partis politiques traditionnels. Le visage des nouveaux chefs militaires et de l'État doit être celui du professionnalisme. Des nouveaux civils, non politiciens aux capacités professionnelles prouvées sont cooptés. Galvanisée de nouveau et profitant des atouts de son nouveau visage, l'armée lance la plus grande offensive qu'a connue l'Histoire du mouvement révolutionnaire et populaire. L'armée massacre, regroupe et soumet à son contrôle ceux qui restent. La population survivante est ainsi parfaitement quadrillée. Enlever l'eau ou nager le poisson, c'est la consigne.

Mais le régime «de facto» a ses limites. Utile dans la phase militaire de l'offensive, il l'est moins lorsqu'il s'agit du moyen et du long terme, et lorsqu'il faut boucler, et de façon urgente, les victoires militaires par des victoires politiques et diplomatiques. Celles-ci deviennent aujourd'hui impératives faute de voir le vent tourner de nouveau.

Quelle formule faut-il alors adopter pour revenir à la légalité, pour donner au

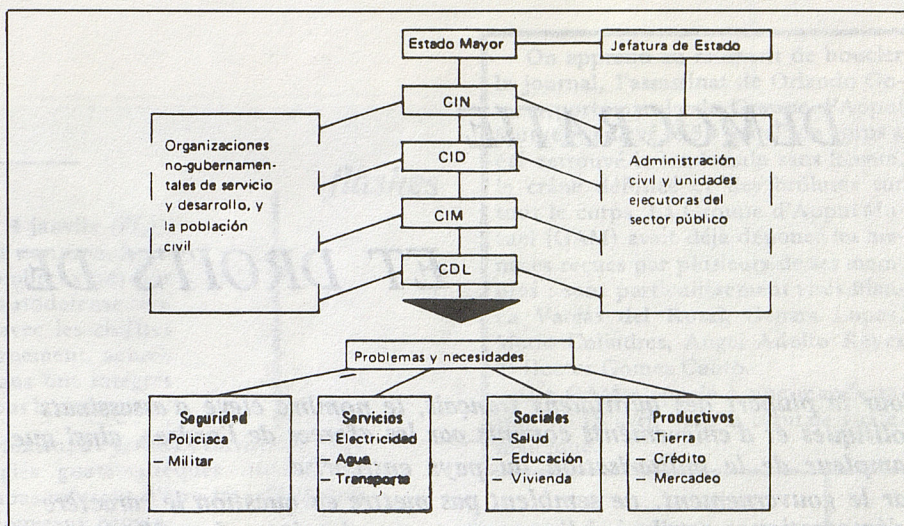


Schéma des Coordinations interinstitutionnelles. «Inforpress» n°629, 21 février 1985.

régime une image démocratique, centriste et civile dont il a tant besoin ?

Les circonstances sont aujourd'hui complètement différentes des années soixante. Les problèmes du pouvoir sont ceux de la conduite de la guerre et d'un pays au bord de la faillite économique. Les partis politiques traditionnels ne sont que l'ombre de ce qu'ils étaient.

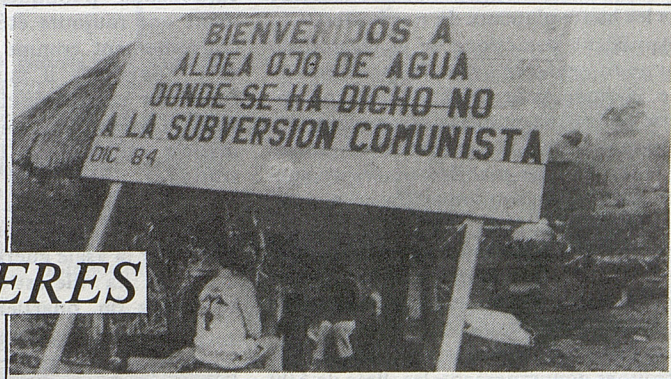
Il s'agit aujourd'hui de «légitimer» non pas un groupe de généraux avides de pouvoir mais une machine de guerre. La nouvelle «légalité» doit être celle de la guerre, celle de la lutte contre-insurrectionnelle ; et les civils doivent servir à ces fins. Il n'y a plus d'alliances avec les civils mais «cooptation».

Cela explique le besoin de rédiger une nouvelle Constitution avant la réalisation des élections présidentielles et législatives.

Pour parvenir à cette nouvelle alchimie — laisser le «sommet» pour mieux contrôler l'«appareil» —, les militaires ont inventé une nouvelle formule : les Coordinations inter-institutionnelles.

Cette nouvelle institution permettra à l'armée de contrôler tous les échelons du pouvoir, jusqu'à l'échelon intermédiaire et local, tant verticalement qu'horizontalement : organismes publics et parapublics, programmes de développement et de financement, organisations non gouvernementales et même celles du secteur privé. Aux civils, les tâches de «relations publiques». □

DERNIERES



« Bienvenue à Ojo de Agua où nous avons dit non à la subversion communiste. »

Après une tournée en Amérique du sud, le commis voyageur de l'armée guatémaltèque, l'actuel dictateur, le général Méjia Victores, sera présent durant le mois d'avril. Il passera en France et y sera certainement reçu officiellement.

Le but que poursuit le gouvernement guatémaltèque est de légitimer sur la scène internationale «le processus démocratique» en cours ; et pour cela tenter d'identifier ces élections sous contrôle militaire et dans un contexte hyper-répressif, aux proces-

sus électoraux qui se déroulent actuellement dans le cône sud (Argentine, Brésil, Uruguay). La couleuvre est de taille mais le soutien actif et déterminant des États-Unis risque d'emporter... la décision.

Pour que cette couleuvre soit encore plus difficile à avaler, un groupe de travail se met actuellement en place avec pour objectif de recenser sous tous ses aspects la politique contre-insurrectionnelle appliquée au Guatemala, qui, elle aussi, bénéficie d'un soutien international. Nous vous invitons à prendre contact. □

DEMOCRATIE

ET DROITS DE L'HOMME

Pour la plupart des quotidiens français, le nombre élevé d'assassinats politiques et d'enlèvements commis par les «forces de l'ordre», ainsi que l'ampleur de la militarisation du pays entreprise par le gouvernement, ne semblent pas mettre en question le caractère «démocratique» attribué à l'«ouverture» proclamée par les militaires guatémaltèques.

Trois générations consécutives de guatémaltèques n'ont connu que des militaires au pouvoir, et ont toujours vécu dans la crainte des groupes paramilitaires du régime. Ceux-ci, très actifs sous le gouvernement du général Romeo Lucas (1978-1982), furent moins utilisés par le général E. Rios Montt, qui avait pris le pouvoir par un coup d'État, le 23 mars 1982. Soucieux de transformer la capitale en «miroir de la paix» afin de minimiser les effets de la guerre interne, le général Rios Montt rend discrets tous ces groupes d'«hommes armés en civil». Mais, tandis qu'à la capitale les militaires s'efforçaient de montrer une ville où la vie était en apparence «tranquille», ils ont lancé une vaste offensive contre-insurrectionnelle dans les hauts-plateaux du nord-ouest:

Applicant la tactique de la «terre brûlée» pour «enlever l'eau du poisson» rebelle, l'armée avait lancé en fait une immense opération punitive contre la population paysanne, Indiens dans sa grande majorité, laquelle manifestait ses sympathies sinon son «soutien actif» au mouvement révolutionnaire.

Au cours des 17 mois que dura le gouvernement de Rios Montt — renversé en août 1983 par son ministre de la Défense, le général Oscar Mejia V. — 15.000 civils non combattants avaient été éliminés par les troupes gouvernementales. Près de 500 villages ont été détruits, dont plusieurs dizaines ont été effacés définitivement de la carte. Près d'un million de personnes ont dû quitter leurs lieux d'origine pour échapper à la répression et 200.000 paysans se sont réfugiés au Mexique. Plusieurs centaines d'hectares cultivés furent brûlés, afin d'affamer la population et l'empêcher de nourrir la résistance. Plus de deux cent massacres collectifs ont été perpétrés par l'armée, (dont celui de San Francisco* témoigne de l'ampleur que peut atteindre la répression gouvernementale à son paroxysme.)

Lorsque Mejia Victores prend le pouvoir, la répression était redevenue surtout sélective. L'armée, ayant réussi à placer

une bonne partie de la population sous le contrôle militaire, n'avait plus besoin de continuer au même rythme les massacres collectifs. Une terreur plus sordide mais non moins réelle s'installe dans les zones en conflits, où les survivants des massacres sont concentrés dans des hameaux stratégiques, dans le cadre d'un immense programme de militarisation du pays.

LA NOUVELLE TERREUR URBAINE

En même temps, on assiste à la capitale aux premières tentatives de réactivation du mouvement populaire, qui avait été durement touché par la violente répression urbaine des années 78-81. Mais les expressions publiques de mécontentement ont toujours été considérées par le gouvernement comme des actes «subversifs» auxquels il faut répondre par la force. Et cette fois-ci les militaires ont suivi la même logique, malgré la proclamation officielle de l'«ouverture démocratique». Ainsi, dès le lendemain du coup d'État qui porta Mejia Victores au pouvoir, la capitale connaît à nouveau la réalité de la «sale guerre» contre-insurrectionnelle : la ville est quadrillée et passée au peigne fin, quartier par quartier ; des

Le général Mejia Victores.



rafles immenses sont effectuées dans tous les quartiers populaires ; les groupes d'«hommes armés en civil» circulant dans des véhicules sans plaques d'immatriculation font à nouveau partie de la vie quotidienne de la capitale. Et la macabre comptabilité quotidienne reprend : les enlèvements et les assassinats, perpétrés souvent en plein jour, se multiplient.

On ne peut donc que s'étonner de la facilité avec laquelle les médias semblent créditer les thèses officielles du gouvernement guatémaltèque quant à sa «volonté de démocratiser le pays», alors que depuis le début de l'«ouverture démocratique» plus de 200 cadres et militants des partis politiques qui participent à la dite «démocratisation» ont été assassinés ou enlevés par les forces paramilitaires du régime. Sans parler des victimes liées à la «lutte contre la subversion» !

L'ENJEU DE LA DÉMOCRATIE

Dans un pays comme le Guatemala, où la répression ouverte est une constante depuis 1954, la volonté de démocratisation devrait s'exprimer avant tout comme la volonté de l'État de lutter contre les violations des droits de l'homme. Or, malgré le nombre impressionnant des victimes (plus de 100.000 morts, 35.000 disparus), jamais une seule personne n'a été poursuivie en justice pour violation des droits de l'homme, assassinat, enlèvement ou torture. Mais par contre, les assassinats et les enlèvements continuent à être perpétrés systématiquement et en toute impunité, souvent en plein jour.

Comment peut-on alors croire à l'existence d'une quelconque «volonté démocratique» de la part de ceux qui ont dirigé le pays à sang et à feu depuis 30 ans ? Non, définitivement les assassins d'hier ne sont pas les «démocrates» d'aujourd'hui.

Dans ces conditions, les élections programmées par le régime pour la fin de cette année n'auront d'autre sens que celui d'être un acte formel dépourvu de tout contenu démocratique. Au Guatemala, le véritable enjeu politique continue à se situer ailleurs. □

* Le 17 juillet 1982, à San Francisco El Alto, village du département de Huehuetenango, au nord-ouest du pays, l'armée assassina 352 personnes, des civils non armés : des femmes, des enfants, des vieillards et le peu d'hommes qui restait au village. Seuls, 3 rescapés, dont 1 est mort au cours de la fuite.

Ciudad de Mexico, 4 janvier : Le budget du Guatemala pour 1985 diminuera de 35 millions de dollars, alors que la partie destinée à la défense augmentera de 50 millions par rapport à 1984.

Ciudad de Mexico, 4 janvier (PL) : L'armée guatémaltèque continue le recrutement forcé de nombreux paysans pour les patrouilles d'autodéfense civile (PAC). En accord avec les chiffres divulgués par le gouvernement, actuellement 900 000 paysans ont intégrés les PAC, en majorité sous la contrainte.

Mexico, 22 janvier : Environ 30 000 réfugiés guatémaltèques installés au Chiapas refusent d'être transférés dans de nouveaux camps.

San José, 24 janvier (PL) : Les forces de sécurité du Guatemala ont enlevé et torturé le jeune syndicaliste Armando Ramirez Pena, dénonce la Fédération autonome syndicale du Guatemala (FASGUA).

Guatemala, 25 janvier (AGN)* : Hier, à l'Assemblée nationale constituante, le général Méjia Victorès, chef de l'État, s'est efforcé de persuader les députés d'inscrire le programme de la contre-insurrection dans la nouvelle Constitution.

Ciudad de Mexico, 26 janvier : Une centaine de guérilleros de l'ORPA ont occupé durant cinq heures l'importante municipalité de Santiago Atitlan dans le département de Solola.

Guatemala, 28 janvier (AGN) : Après quatre ans, les sociaux-démocrates sortent de la clandestinité afin de participer au processus électoral.

Ciudad de Mexico, 29 janvier : De nouveaux changements dans la haute sphère militaire guatémaltèque sont annoncés aujourd'hui. Ceux-ci sont considérés comme les symptômes d'un nouveau coup d'État.

Guatemala, 30 janvier : Le rapporteur spécial de l'ONU pour le Guatemala, le Viscomte Colville de Culross, a déclaré le 24 janvier que la question des détenus et disparus «est chose du passé». Le sérieux et l'objectivité de ces déclarations sont mis en doute par l'Église catholique et les organismes qui luttent contre la violence politique.

San José, 3 février : 100 000 enfants orphelins au nord et à l'ouest du Guatemala à cause de la répression militaire déployée contre la population civile.

Guatemala, 4 février (AGN) : L'armée du Guatemala est devenue la pire et principale ennemie de la culture du maïs, aliment historiquement connu comme la base de la culture maya-quiché, selon le Comité d'unité paysanne (CUC).

Guatemala, 4 février : «Le président Reagan a demandé au Congrès d'approuver une aide militaire de 35,3 millions de dollars pour le Guatemala». Cette nouvelle a été reçue avec beaucoup de joie par le gouvernement guatémaltèque a déclaré le général Rodolfo Lobos Zamora, sous-chef de l'État.

Mexico, 4 février : Une colonne de l'armée guatémaltèque a été attaquée trois fois le 26 janvier par l'EGP. Les forces gouvernementales ont voulu encercler les insurgés, mais ont seulement réussi à tirer sur des groupes de leur colonne et à demander l'appui des forces aériennes : un avion A37B arriva et bombarda ses propres positions, indique l'EGP.

On apprend au moment de boucler le journal, l'assassinat de Orlando Gomez, porte-parole du Groupe d'Appui Mutuel ; enlevé le 30 mars, son corps a été retrouvé le lendemain sans langue, le crâne défoncé et des brûlures sur tout le corps. La Groupe d'Appui Mutuel (GAM) avait déjà dénoncé les menaces reçues par plusieurs de ses membres : sont particulièrement visés Blanca Vargas del Rosal, Genara Lopez, Mario Colindres, Angel Adolfo Reyes et Hector Gomez Calito.

Le GAM a appelé à une manifestation le 13 avril dans la capitale guatémaltèque.

flashes

flashes

flashes

San José, 2 février (PL) : La guérilla guatémaltèque a occupé trois fermes et un tronçon de route les derniers jours de janvier, dans le département du Péten, selon un rapport des FAR.

San José, 2 février (PL) : 100 000 paysans sont concentrés dans les hauteurs stratégiques au Guatemala, où ils travaillent en échange seulement de nourriture, informe l'agence de presse guatémaltèque Enfoprensa.

San José, 2 février (PL)* : Les ouvriers de Coca-Cola au Guatemala ont remporté une victoire en obtenant que l'usine reprenne ses activités après un an de fermeture.

Washington, 6 février : Les propositions d'aide à l'étranger dans le projet du budget de M. Reagan pour l'année fiscale 1986 marquent une nette volonté de poursuite de l'effort militaire des États-Unis en Amérique centrale : le Guatemala devrait bénéficier de 35,3 millions de dollars au seul titre de l'assistance militaire — une somme très importante au regard des 300 000 dollars reçus cette année, aide uniquement civile de 1977 à 1984. («Le Monde» du 7 février 1985).

* AGN : Agence Guatémaltèque Nationale.

* PL : Prensa Latina.



Quand il s'agit de soumettre l'Autre : patrouille civile défilant à Solola. Jenny Matthews/Format.

A l'occasion de la réalisation de ce numéro spécial, nous tenons à remercier tous ceux et celles qui nous ont aidé à le concevoir et à le produire. Ceci dans le but de développer la solidarité envers la lutte du peuple guatémaltèque.

Sommaire

L'exemple de Tetzahuic	p. 10
Morceaux choisis	p. 12
Apparition publique du CUC	p. 15
La situation des droits de l'homme concernant le peuple indien du Guatemala	p. 16
L'évolution de la guerre	p. 18
Peuple indigène et révolution marchent ensemble au Guatemala	p. 20
N'est pas « ladino » qui veut.....	p. 22
Une science qui tue	p. 24
Lexique	p. 25
Popol Vuh	p. 26

La découverte de l'Amérique ou plutôt des Américains est bien la rencontre la plus étonnante de notre Histoire. Vieux monde ici, Nouveau Monde là-bas, mais aussi un monde fini dont les limites étaient désormais connues.

Indien et indianité ici, indigène et indigénisme au pays ; une différence qui s'avère depuis bientôt cinq siècles irréductible, incompréhensible dans sa totalité par un occidental.

C'est l'Autre qui en 1985, au Guatemala, revendique et lutte pour le droit d'exister.

Pays peuplé en majorité de populations de souche maya-quinché divisées en vingt-trois ethnies, le Guatemala est soumis depuis quatre ans à une campagne contre-insurrectionnelle qui vise à éliminer les indigènes.

Il s'agit ni plus ni moins de « ladiniser » leur culture, leur



DES ANCIENS MAYAS

A UN

NOUVEAU GUATEMALA

LA DECOUVERTE DE L'AUTRE

mode de vie, leur religion ; bref, un bon Indien est un Indien mort ou assimilé. « Mettre fin à la culture du maïs », « car les indigènes le prient, le dansent », « que les Indiens finissent à ne plus penser comme tels et par accepter les notions abstraites de nationalité, de patrie, etc. », tels sont les buts affichés dans les milieux militaires guatémaltèques.

Dans un premier temps, l'armée eut recours à la terreur, au génocide, aux massacres. L'étape actuelle a pour finalité un ethnocide tant le but recherché est l'élimination (« erradicacion » en castillan) de ces peuples afin de promouvoir l'intégration nationale des individus sous la houlette de l'Etat militaire guatémaltèque.

Nous sommes en présence d'une situation pré-nationale, malgré plus de 160 ans d'indépendance, où l'Etat structure, in-

stitution de domination exerce essentiellement un pouvoir prédateur du fait de son caractère militaire et militariste. Il acquiert ainsi de par sa nature la particularité de réprimer dans le sang toute velléité de contestation qui risque d'ébranler les deux piliers sur lesquels il repose : l'exploitation et le racisme.

Historiquement, la prise de conscience des populations indiennes date du début des années soixante-dix, période de forte croissance de l'économie guatémaltèque. Durant la décennie, la création d'un réseau de distribution et surtout d'un marché du travail à l'échelle nationale ont entraîné la construction des infrastructures modernes notamment dans le domaine des voies de communication.

Le brassage des populations qui s'en suivit impliqua une double confrontation avec l'Autre,

entre Indiens et ladinos, sur le plan des relations sociales et sur celui de la discrimination raciale. Cette nouvelle configuration de dimension nationale donnera naissance à de grandes mobilisations populaires puis à l'engagement des populations indiennes et ladinas dans la lutte armée. En participant pour la première fois à la lutte, les indigènes ont donné corps au projet national guatémaltèque au contenu social et révolutionnaire.

En ce sens, la lutte antiraciste articulée à la lutte de libération — toutes deux présentes parmi les organisations révolutionnaires guatémaltèques — s'affirment comme une authentique alternative nationale au Guatemala.

En somme, l'engagement des Indiens dans la lutte est bien un préalable à tout changement au Guatemala. Et aujourd'hui, naturels ou indigènes ont pris leur destin en main, définitivement.

L'EXEMPLE DE TETZAHUIC

Dominique TAUPIN

Ces dernières années furent témoins d'un phénomène jamais vu dans l'histoire du Guatemala depuis la conquête, à savoir, la participation des indigènes en tant que tels à la politique au niveau national.

Cette émergence des indigènes sur la scène politique guatémaltèque, s'est traduite à partir de 1976 et ce jusqu'aux élections de 1978, par des tentatives de création d'un parti indigène.

Fernando Tetzahuic Tohon fut l'un des députés indiens élus au Congrès durant la période de 1974-1978. L'autre fut Pedro Verona Cùmez. Le premier est natif de Tecpaàn et fut élu dans le département de Solola par le parti révolutionnaire (PR). Le second est natif de Comalapa et fut élu dans le département de Chimaltenango par la démocratie chrétienne.

La présence de deux indigènes au Congrès était tout à fait nouvelle. Certes on trouvait, et ceci dès Ubico, des noms indigènes sur les listes des membres de l'assemblée ; la nouveauté résidait dans le fait que cette fois-ci, ces indigènes représentent leurs communautés.

La présence de ces deux députés, mais surtout celle de Tetzahuic, donna une envergure nationale aux dénonciations des exactions commises contre les indigènes : le débat étant suivi par la presse, cette dernière se chargea de publier les dénonciations de Tetzahuic et de Cumez.

— Juillet 1975, Tetzahuic dénonça le dépouillement de leurs terres aux paysans indiens d'Izabal, Alta Verapaz... et pour donner plus de portée à sa dénonciation, il le fit dans sa langue cakchiquel (contraire au règlement interne du Congrès).

— Septembre 1975, Cùmez dénonça l'injustice des lois forestières qui allaient jusqu'à punir les gens qui coupaient leur propre bois.

— Avril 1976, Tetzahuic, entouré de nombreux Indiens en costume traditionnel, réclame la libération de treize hommes emprisonnés à la suite d'un conflit de terres avec une entreprise agricole. Bien qu'il n'obtint pas la recommandation qu'il demandait, l'événement eut une grande répercussion, car la presse publia des photos de Tetzahuic et de ses compagnons. On reprocha au Congrès de se moquer ainsi des indigènes qui demandaient que justice soit faite. Cet événement in-

tervint peu de jours après la révélation à la capitale de la répression sans pitié qui s'acharnait sur les Indiens Quiché de Chajul, Cotzal et Nebaj en février.

C'est dans ce climat que débutèrent le 15 juin 1976, les élections orageuses de la direction du Congrès. Alors que la coalition (PID-PR-DC) allait semble-t-il gagner et réélire le président sortant, quelques membres du PR rompirent la discipline de vote et donnèrent ainsi la victoire à la coalition (MLN-CAO). Tetzahuic faisait partie des « traîtres » : on l'accusa comme les autres, d'avoir touché 6000 Quetzals et obtenu en échange de sa voix, le poste de quatrième secrétaire du Congrès. Il refusa de se rétracter comme le lui demandait le PR, en déclarant représenter le groupement indien Patinamit.

ÉMERGENCE ET ÉVOLUTION D'UN PARTI INDIGÈNE : LE FIN

La réunion indigène des 10-11 juillet 1976 confirma Tetzahuic dans son rôle de « leader suprême de la race indigène ». Tetzahuic se promettait de rechercher des solutions aux problèmes des communautés. Il importait peu aux Indiens que Tetzahuic appartienne à tel ou tel parti et qu'il soit arrivé de cette manière au poste de quatrième secrétaire : « les politiciens nous ont jusqu'ici utilisés avec intelligence, pourquoi n'utiliserions-nous pas notre intelligence contre eux ? ».

Cette image de Tetzahuic suivi de cent mille Indiens, eut un impact sur l'opinion publique qui craignait cette réapparition des Indiens dans l'horizon politique national.

Les fréquentes dénonciations de Tetzahuic amenèrent d'autres députés — non Indiens — à dénoncer les exactions des forces armées contre les peuples du Quiché, accusés d'être des guérilleros.

Continuant sur sa lancée, le groupe Patinamit se réunit à Chimaltenango le 20 novembre 1976, pour créer un comité pro-formation du futur parti indigène. Ce comité avait une direction de quatre membres (Marcial Maxià, Jesus Chacach, José Lino Xouron Camargo et Patricio Ortiz). Tetzahuic ne figurait pas à la direction, il n'avait d'ailleurs pas été invité à cette réunion. Il prétextait qu'il appartenait au PR. En fait, c'était le résultat des luttes de pouvoir entre les leaders indigènes. De plus, certains voulaient se démarquer de Tetzahuic et former un parti indigène en tant que tel et non participer en tant qu'indigène au jeu des partis existants sur l'échiquier politique ladino du Guatemala.

Suite à cette réunion, on assista à une levée de boucliers dans la presse. On affirmait qu'un tel parti indigène serait inconstitutionnel car raciste et porteur de la lutte des classes. On accusa aussi le mouvement d'être manipulé par un groupe minoritaire d'indigènes riches ou encore que le futur parti allait ébranler les fondations de la nation guatémaltèque, supposée société intégrée ! Suite aux critiques qu'essuya Patinamit, le groupe appela à une réunion le 12 décembre en insistant sur le caractère non-discriminatoire de l'organisation et son intention d'englober le plus grand nombre d'indigènes ou de non-indigènes :

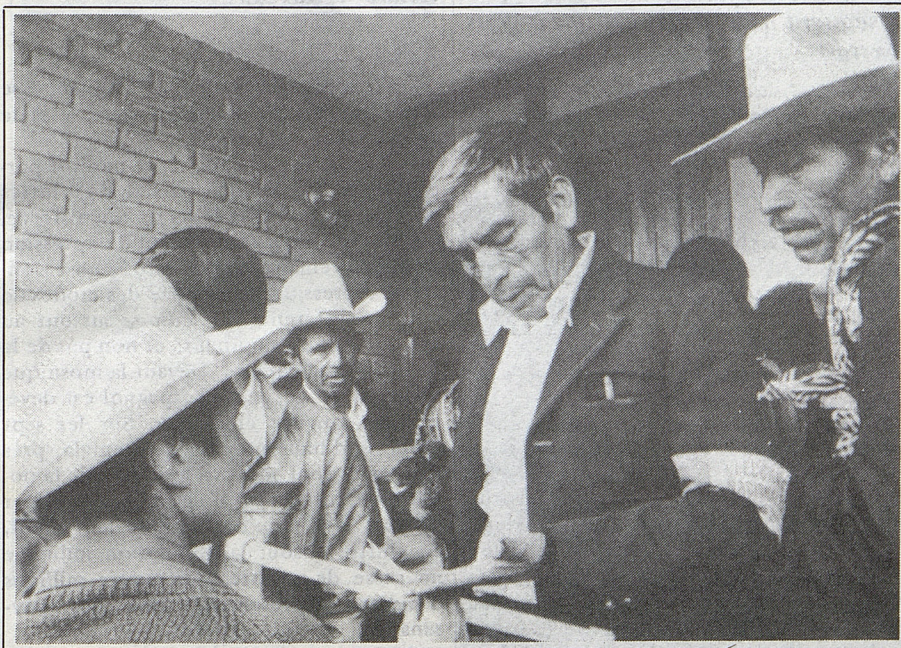
Le premier point fut d'élargir la direction à d'autres membres afin que soient représentées les diverses zones indigènes du pays : il fallait ratisser au plus large pour recueillir les 50 000 signatures nécessaires à l'inscription d'un comité comme parti. La direction fut assermentée par Tetzahuic à qui l'on donna ainsi une place d'honneur sans qu'il ait un pouvoir direct au sein de la direction.

Le deuxième plan fut de trouver un nom au futur parti : suite aux accusations de racisme et de sectarisme ce fut le nom de « Front d'intégration nationale » qui fut choisi plutôt que « Parti indigène du Guatemala ». Le changement de nom ne coupa pas court pour autant aux critiques contre le FIN (Front d'Intégration Nationale) : derrière le « I » d'intégration d'aucuns voyaient le « I » d'indigène...

Le député Cùmez accusa violemment le FIN de contribuer à diviser les Indiens.

Il déclara que les quatre partis légalement inscrits suffisaient amplement à représenter le pays. En outre, la DC (dont il faisait partie), qui recrutait beaucoup de ses voix auprès des indigènes, voyait en l'émergence du FIN, une menace électorale.

Il fallut attendre le 11 avril pour connaître la position du futur parti au regard des trois candidats aux élections présidentielles déjà en lice. «Le FIN n'appuie aucun des candidats, ni aucun des partis de cette campagne électorale». Ce jour-là, le FIN ajouta qu'il sollicitait son inscription en tant que parti sur le registre électoral. Trois jours plus tard, la direction du FIN demandait aux députés Cùmez et Tetzahuic de renoncer à leur appartenance à la DC et au PR et de rejoindre le FIN (1). Afin de déposer les signatures requises pour l'inscription du futur parti, sur le registre, le FIN convoqua les représentants des diverses communautés indigènes à une réunion au parc centenaire de la capitale le 19 avril 1977.



La police contrôle la carte d'identité des électeurs de l'Assemblée constituante.

Après avoir écouté la harangue du FIN, les représentants se dirigèrent vers le registre. La plateforme du FIN avait déjà complètement perdu de son mordant et aurait pu être celle de n'importe quel parti présent aux élections, tant elle était vidée de son essence indigène. Se définissant comme «centrisme ou terceriste», rejetant dos à dos communisme et capitalisme, le FIN affirmait vouloir «combattre toute manifestation d'injustice sociale...»

En fait, chaque parti, va présenter des candidats indigènes aux primaires, neutralisant ainsi, l'action du FIN et son rôle

(1) Désavoué par le FIN, Tetzahuic ne pouvait plus s'exprimer en tant que représentant des indigènes du pays, mais les opportunités que lui offrait le PR étaient plus vastes : on peut y voir là l'explication de son non renoncement au PR au profit du FIN ; à un an de la fin de son mandat au congrès.

d'unique parti indigène du pays. Le fait que les partis concurrents aient pu trouver des indigènes pour les primaires dans chaque département, est le reflet des dissensions existant au sein même des communautés indiennes.

LA TRAHISON DU FIN ET LES ÉLECTIONS DE 1978

Après d'âpres négociations et la DC n'ayant pas, selon le FIN, tenu la promesse des dix députés indigènes il décida lors d'une assemblée générale, le 6 septembre 1977 à Chimaltenango, de retirer son appui à la DC et à son candidat R. Peralta Mendez. Les décisions prises lors de cette assemblée ne furent jamais appliquées : que se soit la manifestation nationale prévue, l'abstentionnisme déclaré, la formation de comités civiques pour les élections municipales...

Ces échecs successifs furent exploités par les adversaires de la DC dans la course à la présidence et peu à peu le FIN se rapprocha du Front élargi, (regroupant le PID-PR-CAO) et de son candidat le géné-

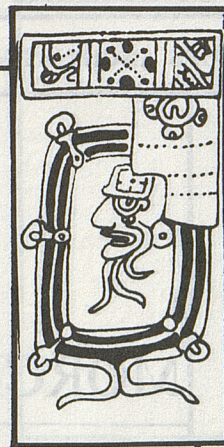
forces, du gouvernement et des forces armées avec le peuple et l'unité de tous les secteurs ethniques, indigènes et ladinos, pour rechercher l'intégration nationale.. - dénonça le groupe rebelle du FIN, manipulé par des forces externes. - affirma que cette alliance avec le Front élargi était bien la manifestation de la volonté générale des bases du FIN. - rappela l'offre offerte par Lucas Garcia d'inscrire le FIN comme parti politique (mais non comme parti indigène).

On voit là ressortir toutes les concessions faites par le FIN au Front élargi, alors que de son côté, le Front et son représentant n'offrait au FIN que la possibilité d'être légalisé, mais en ayant abandonné tous les attributs qui faisaient de lui, un parti indigène guatémaltèque.

L'alliance du FIN avec le Front élargi marque aussi la collusion du mouvement avec les forces armées qui se profilaient derrière le Front élargi. Cette collusion apparaît dans toute sa réalité lors de la fête de Tecùm Uman du 20 février à laquelle Lucas Garcia avait convié le FIN et ses bases. La célébration du 454ème anniversaire de Tecùm Uman fut principalement organisée par les forces armées et le thème principal fut l'exaltation du patriotisme de ce héros face à l'ennemi étranger. On exhorta les «descendants de Tecùm Uman» à suivre son exemple dans la lutte contre l'ennemi, en l'occurrence, l'Angleterre dans son conflit avec le Guatemala à propos de Belize. On insista aussi sur la nécessité de resserrer les liens entre les indigènes et l'armée du pays ! Quelle ironie quand on sait qu'à la même époque, les communautés indiennes étaient déjà persécutées par l'armée. Sans entrer dans la description de la farce électorale que furent les élections de 1978, nous pouvons conclure que :

- les indigènes, devant la récupération du FIN et la farce électorale qui suivit, perdirent la foi en la possibilité d'une représentation réelle par les élections,

- les indigènes élus au Congrès ne furent que deux et encore en tant que suppléants. Envolé ainsi le rêve de former un parti indigène au Congrès. Cela ôta toute opportunité au mouvement indigène de dénoncer, comme l'avait si bien fait Tetzahuic, les violences subies par les paysans indiens. Ce qu'ils ne firent jamais. □



Les passages que nous avons choisis ne prétendent pas être un aperçu ou un résumé des articles en question. La thématique retenue est de notre exclusive responsabilité et ne représente que très partiellement la pensée des auteurs.

MORCEAUX CHOISIS

Le thème de ce dossier représente une préoccupation importante pour nombre de chercheurs et de militants. C'est pourquoi il nous est paru indispensable de vous présenter ici des morceaux choisis de trois d'entre eux : Michel Demyk, Yvon Lebot et Arturo Taracena. C'est ce souci qui nous a poussés à vous donner cet éclairage, pour nous significatif, de l'incorporation des Indiens dans la lutte. Cet aperçu ne rend donc pas compte des articles dans leur intégralité et par conséquent nous vous invitons à vous reporter aux publications dont ils sont extraits.

LES EGLISES ET LE MOUVEMENT INDIEN AU GUATEMALA

Yvon LEBOT

«L'histoire de l'altiplano guatémaltèque de 1954 à 1975 est dominée par des transformations ou des mutations sociales qui se déploient dans le contexte d'une politique de l'Église catholique, que celle-ci suscite, oriente ou capitalise» (1) (...)

«Le mouvement chrétien prend des distances pour la première fois avec son orientation contre-révolutionnaire à travers la création des coopératives. Les premières manifestations de cette initiative de certains missionnaires remontent assez loin, mais ce n'est que vers 1964 qu'elle occasionne la cristallisation des forces sociales et qu'elle devient ainsi un élément crucial de l'évolution du mouvement.

En organisant ces coopératives l'aile moderniste de l'Église fait un pas, encore timide, dans une direction qui l'éloigne de l'action simplement missionnaire mais aussi de l'action sociale conçue uniquement en termes d'assistance : elle contribue à organiser les indigènes dans des structures différentes des structures traditionnelles et qui ne sont pas directement contrôlées par le pouvoir politique ; mais surtout elle tend à soustraire ainsi les indigènes au pouvoir et à l'exploitation des commerçants et des usuriers. Pour ceux-ci,

LA POLITIQUE INDIGENISTE : UNE AIDE MULTINATIONALE DU DEVELOPPEMENT

Michel DEMYK

«Au Guatemala, c'est après la chute du général Ubico et l'élection du président Arevalo qu'est créé, le 28 août 1945, l'*Instituto Indigenista Nacional* (IIN), sous la direction de l'anthropologue social ladino Antonio Goubaud Carerra (d'origine française). Depuis, l'IIN est resté affecté au *Secretariat d'Éducation*, sous la tutelle de la *Dirección de Socio-Rurales*, cependant que la politique indigéniste devenait également le fait de 66 *organismes nationaux et étrangers* dont les programmes sont parfois opposés, communs ou complémentaires, mais dont les résultats demeurent limités.

LA MULTIPLICITÉ DES ORGANISMES

Les activités indigénistes guatémaltèques sont partagées entre vingt-trois organismes dépendant en majorité de l'État : Directions générales des Routes, des Forêts, des Ouvrages publics, de la Santé, du Développement socio-éducatif rural ; Instituts du Développement municipal, de l'Habitat, de la Transformation agraire ; Département des Coopératives agricoles, Comité national pour la Cons-

LES INDIENS ET LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE

Arturo TARACENA

«L'expérience politique indienne se fait actuellement à deux niveaux : lutte de masses et lutte armée.

La première se caractérise par une participation directe et massive aux luttes pour la terre, contre le recrutement forcé, pour le droit d'association et d'expression et, dernièrement, dans l'autodéfense contre la répression généralisée des modes de culture différents du *ladino*, surtout au niveau de la communauté et non pas de la diversité linguistique. Devant la mosaïque linguistique du pays, l'espagnol est devenu une langue véhiculaire. Sur les sept millions d'habitants du Guatemala, près de quatre sont indiens, soit 60% de la population totale. Et si ce pourcentage par rapport aux *ladinos* diminue lentement, en chiffre absolu la population indienne ne cesse de croître. Ces quatre millions d'Indiens représentent 80% des paysans (1).

DE RÉPRESSION EN RÉPRESSION...

Depuis 1954, année de l'intervention nord-américaine contre le gouvernement Arbenz, on n'avait pas revu d'organisation paysanne de masses. Dans une perspective historique, la participation du secteur paysan sous une forme organisée représentait un facteur-clé dans les luttes populaires guatémaltèques. Le processus révolutionnaire en avait besoin pour prendre une dimension réellement nationale, géographiquement et socialement.

La création du Comité d'Unité Paysanne - CUC - en 1978 fut un premier pas en ce sens. En effet, cette organisation de masses, formées surtout d'Indiens, n'aura pas seulement un caractère revendicatif ; elle deviendra une force motrice du processus révolutionnaire pour développer la politisation et l'autodéfense des

comme pour les secteurs dirigeants, le coopérativisme est, durant cette période, synonyme de «communisme», et on assiste à une rapide polarisation des forces en présence : d'un côté les indigènes «convertis», appuyés par l'Église (ou plus exactement par son aile progressiste), de l'autre les commerçants, intermédiaires et spéculateurs ladinos soutenus par le pouvoir politique, par les secteurs les plus réactionnaires des classes dominantes, et s'assurant dans la plupart des cas de l'obédience ou de l'alliance des caciques indigènes (les «anciens», dont le contrôle sur la communauté indigène est menacé par la montée du mouvement)».

«Mais le débat et les conflits portent



moins sur le problème de la répartition des terres que sur celui de la commercialisation des produits. Il y a plusieurs raisons à cela. En premier lieu, le centre de la mobilisation est une région de minifundios où la possibilité d'une augmentation de la superficie des parcelles n'existe guère ou s'avère restreinte (la réforme agraire elle-même n'avait pas trouvé à s'appliquer dans le département de Totonicapán). C'est aussi une région où les commerçants indigènes représentent une très importante minorité de la population. Enfin, une telle orientation pourrait conduire à remettre en question non plus seulement le pouvoir des «élites» les plus traditionnelles, des secteurs parasites et des défenseurs des relations sociales précapitalistes mais aussi celui de la bourgeoisie agraire sur laquelle repose le développement capitaliste des zones d'agriculture commerciale depuis 1954. En d'autres termes d'adoption d'une orientation

truction des écoles, École de Service social de l'Institut guatémaltèque de Sécurité sociale, IIN, Séminaire d'intégration sociale guatémaltèque, Société de géographie et d'histoire, Action civique de l'Armée. Mais on compte vingt-neuf organismes patronnés par les États-Unis dont l'Aid for International Development, le Peace Corps, le Service d'information des États-Unis, cinq missions diocésaines, des églises protestantes, des sectes et quelques universités. Neuf organismes sont liés à d'autres pays étrangers (Canada, RFA, Belgique, Espagne), essentiellement des ordres religieux. S'ajoute enfin l'aide de cinq organismes privés (fondations, universités privées). Sur un total de 66 organismes indigénistes en 1972, on n'en compte donc que 23 qui sont guatémaltèques tandis que 28 sont à orientation religieuse.» (...)

«À l'origine, l'attribution de l'IIN consiste à réaliser des recherches scientifiques servant d'appui aux mesures prises par le gouvernement. Pour Goubaud Carrera et de nombreux chercheurs guatémaltèques, l'indigénisme est davantage le «symptôme d'un malaise social déterminé» qu'il convient d'analyser avant tout plutôt qu'un instrument de changement immédiat.» (...)

«Deux revues, *El Boletín Indigenista* (treize numéros jusqu'à 1972) et *Guatemala Indígena* (douze numéros) recensent les réalisations passées que ne permettent plus un budget insuffisant et en diminution: Q 91 090 en 1965 (dont Q 32160 en salaires) et Q 56495 en 1970 (dont Q 32 400 en salaires) pour un organisme destiné à résoudre les problèmes de deux millions et demi d'indigènes.

Cette pauvreté de moyens s'explique essentiellement par le développement de nouveaux programmes destinés à intégrer rapidement les populations indigènes dans un système de consommation plus élaboré au niveau national que l'économie d'auto-subsistance des Altos. Les bases scientifiques de ce changement de politique indigéniste ont été et sont encore exprimées par la théorie de la ladinisation conçue par des nord-américains et qui n'est pas sans évoquer le mythe du «metting pot». Cette théorie rassemble les multiples critères de définition de l'indien et est fondée sur l'a priori selon lequel le ladino est un être civilisé, cultivé, urbain et économiquement plus doué que l'indigène, appelé en conséquence à renier sa personnalité au profit du modèle ladino.

LA FRAGILITÉ DES RÉSULTATS

Après trente ans d'indigénisme, la majorité de la population indigène n'est pas ladinisée et les villageois qui ont été concernés par les réalisations indigénistes se considèrent toujours comme indigènes, même si des résultats socio-économiques favorables ont pu être enregistrés dans certaines localités. Le poids historique de la relation conflictuelle «indiens-ladinos» et l'apparition récente de l'indigénisme expliquent en grande partie les limitations particulières d'objectifs variés.» (...)



paysans. A cet objectif contribue aussi le secteur paysan de la Confédération Nationale du Travail - CNT.

L'une des actions plus remarquables du CUC fut la grève du semi-prolétariat et du prolétariat agricole de la côte sud en février 1980. Plus de 60 000 travailleurs, permanents et saisonniers, de la canne à sucre et du coton se mirent en grève pendant douze jours et contraignirent les patrons à augmenter le salaire minimum de 1 dollar 50 à 3,50. Cette action était la riposte politique des paysans au massacre de plusieurs dirigeants du CUC perpétré par les forces de police dans les locaux de l'ambassade d'Espagne en janvier de cette même année. La grève des cueilleurs de café du département San Marcos, fin 80, se situe dans la même ligne (2).

Dès sa création, le CUC lançait un appel à tous les travailleurs de la campagne : «Pour nous défendre unis et organisés contre la répression, et pour lutter pour notre droit à la terre, au travail, à l'organisation et à la vie» (3).

L'un de ses dirigeants explique que la «participation indigène à la lutte du peuple du Guatemala est un fait important, en progrès depuis le durcissement de la répression, surtout à la campagne... avec les attaques massives de l'armée et les expropriations de terres sur la Transversale Nord...» (4) (...)

«La politique de «développement national» autour de la Frange Transversale Nord comportait un élément supplémentaire de répression des communautés indigènes : la nécessité d'isoler le mouvement guerillero qui se constituait dans le secteur depuis le début des années 70.» (...)

L'ENTRÉE DE FORCE DANS LA GUERRILLA

«L'intégration des Indiens à la lutte armée révolutionnaire s'est effectuée à travers les quatre organisations qui dirigent le mouvement insurrectionnel : *Les Forces Armées Rebelles (FAR)*, *Le Parti Guatémaltèque du travail - Noyau de Direction (PGT-ND)*, *l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA)* et *l'Armée de Guerrilleros des pauvres (EGP)*. Dans ces deux derniers groupes, les combattants sont majoritaires (5)» (...)

«Actuellement, non seulement les Indiens constituent le gros de nombreuses colonnes de guerilleros du pays, mais aussi le commandement est sous les or-

agraire caractérisée, conduirait à une remise en cause globale des structures, ce que ne souhaitent pas les promoteurs ou parrains du mouvement (l'Église, les agences de développement, la démocratie chrétienne).» (...)

«Ainsi le mouvement, tel qu'il s'est développé à partir de son apparition dans une région centrale des hautes terres, n'a pas posé explicitement et en termes spécifiques la question indigène. Au Guatemala, le courant pour l'affirmation de l'identité ethnique et la revendication des droits culturels est né et s'est propagé au début des années 70 principalement dans des cercles universitaires, parmi des intellectuels et des enseignants ladinos et indigènes, dans des secteurs minoritaires de l'Église... S'il a affecté l'orientation du mouvement dont il est ici question, dans certaines de ses composantes et à certains de ses niveaux, c'est en tant que corps importé, élément idéologique urbain incorporé à un mouvement rural» (...)

«On peut donc signaler dans l'origine du mouvement de modernisation la même extériorité à la paysannerie indienne que dans le courant d'affirmation ethnique. Toutefois, le premier s'il a présenté des revendications et a lutté pour des changements ayant trait à l'organisation et aux croyances religieuses, aux relations d'échange, aux relations de travail, à l'organisation sociale, etc. n'a pas accordé une place centrale à des revendications proprement culturelles ou ethniques, du moins jusqu'à présent (1975)» (...)

«Est-il permis de penser que portées par la dynamique d'un mouvement d'émancipation, les masses indigènes parviendront à détourner ou subvertir ces structures, à en réutiliser les valeurs à des fins opposées à celles qui leur sont assignées par les classes dominantes?» (...) □

(1) Cf. notre article : «Le pouvoir de l'Église en pays quiché», *Cahiers du Monde Hispanique et Luso Brésilien*, Caravelle, numéro 28, 1977.

Source : San Andres Sajcabaja, *peuple-movement, organisation sociale et encadrement d'une population dans les hautes terres du Guatemala, sous la direction de H. Lehmann, CNRS, Éditions Recherche sur les Civilisations, Paris 1983.*



«Face à ces implantations multiples, la population indigène n'a que trop rarement l'initiative de sa propre transformation et perçoit généralement dans les opérations de développement la manifestation traditionnelle de l'autoritarisme ladino et d'un paternalisme ressenti comme proche du racisme, engendrant des attitudes de rejet. Dans l'ensemble, les autorités municipales et, à un degré encore moindre, les autorités traditionnelles fournissent un appui modéré aux programmes indigénistes en raison des responsabilités importantes que le travail «développementaliste» confère à l'instructeur. Lorsque ce dernier est originaire de «leader» cristallise presque toujours des oppositions latentes entre les indiens et les ladinos qui s'affrontent depuis 1954 dans une course au contrôle municipal qui ne tolère aucune intrusion.» (...)

«En définitive, il reste que si l'indigénisme est le produit actuel d'un long processus historique, la précarité des conditions de vie des indigènes est de plus en plus partagée aujourd'hui par les ladinos. Dans leur prétention à l'amélioration économique, les organismes indigénistes ne peuvent ignorer ces derniers, mais alors l'indigénisme perd une grande partie d'un vaste plan d'aide au développement, doté d'un organe centralisateur qui ne s'en tiendrait qu'à l'économique. Cependant, la pratique des langues autochtones, l'auto-qualification comme *natural*, le port du vêtement traditionnel, le maintien de la région maya et le souvenir des vicissitudes engendrées par la Colonie et le libéralisme constituent autant d'éléments qui rappellent que l'indianité n'est pas réductible à l'amélioration matérielle non plus qu'à l'indigénisme ladino. □

Source : Michel Demyk, «Les populations indigènes du Guatemala : Indianité et Indigénisme». *Notes et Études documentaires* numéro 4366-4367. 15/02/77. La documentation française p. 69-78.

dres de leurs leaders. Des familles entières sont entrées dans les organisations révolutionnaires. Hommes et femmes ont dû passer dans la clandestinité, parce que leur travail d'organisation dans les communautés avait entraîné la persécution sanglante de l'armée. Nuit et jour, les responsables des coopératives, les chefs des communautés, les élèves des cours d'adultes de l'Église (*cursillistas de cristiandad*), les sacritains, les animateurs bilingues, les vendeurs des marchés sont arrêtés sur les chemins et dans les villages par les experts de l'armée en contre-insurrection ; ils sont ensuite torturés et exécutés (6).

Mais ni l'armée, ni les groupes paramilitaires n'ont pu empêcher l'entrée du paysan indien dans une résistance active. Nuit et jour, il fait des inscriptions contre le gouvernement, il proteste collectivement contre l'enrôlement forcé, il dresse des barricades sur les chemins vicinaux, etc. Cette expérience d'autodéfense l'amène à prendre part aux actions de propagande armée de la guérilla dans les localités et aux actions militaires contre les troupes gouvernementales et leurs auxiliaires nord-américains et israéliens (7) (...)

«Mais ce peuple s'est réveillé, il veut se libérer et lutte pour une vie plus humaine et plus juste. C'est pourquoi la répression est si cruelle» (8)(...)

«La déclaration de José Martí selon laquelle l'Amérique n'avancera pas tant que l'Indien restera en arrière, a trouvé un écho au Guatemala.» □

(1) Des recensements défectueux ne permettent pas de savoir exactement le pourcentage des indigènes au Guatemala. Les données les plus fiables donnent le chiffre de 59,7% par rapport aux 7 millions du total de la population. Cf. E. Mayer et E. Masferrer dans *América Indígena*, vol. XXXIX, Mexico, 1979.

(2) Susana Medina, «Guatemala : contrainsurgencia y revolucion» in *Territorios*, numéro 5, UAM-Xochimico, Mexico, nov.-déc. 1980, p. 10-11.

(3) CUC. *Appel à tous les travailleurs ruraux et aux autres secteurs populaires pour qu'ils se joignent à nous afin de nous défendre et de nous organiser contre la criminelle répression de l'armée*. Feuille volante, 1.6.1978.

(4) CUC. «El pueblo quiere ahora estructura una nueva sociedad», in *Frente*, Année 1, numéro 4, Guatemala, mars 1981.

(5) Cf. les interviews et reportages publiés par la revue mexicaine *Por Esto* (juillet et août 1981) et par la revue allemande *Stern*.

(6) Amnesty International, *Guatemala : Un programme gouvernemental d'assassinats politiques*. EFAI, Paris, 1981.

(7) Manuela Ocampo de la Paz «El rostro indígena de la revolucion guatemalteca» in *Cuicuilco*, numéro 4, ENAH, Mexico, avril 1981, p. 45-49.

(8) Marie Menendez Rodriguez «La Iglesia de Cristo en Armas», in *Por Esto*, numéro 5, Mexico juillet 1981, p. 9.

Source : *Revue Amérique Latine* numéro 12, CETRAL, Paris 1982.

APPARITION PUBLIQUE

DU CUC

«Ils disent toujours : pauvres Indiens, ils ne savent pas parler, alors beaucoup de gens parlent à leur place ; c'est pour ça que je me suis décidée à apprendre l'espagnol.»

RIGOBERTA MENCHU



Témoignage de Rigoberta MENCHU *

Née dans le village de Chimel, dans le département nord-ouest du Quiché, Rigoberta Menchú, jeune Indienne, a du travailler dès l'âge de huit ans dans les plantations de bananes de la côte sud, subissant avec ses parents, sa communauté, son peuple les conditions de misère et d'exploitation les plus dures.

Actuellement membre de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG) tout en poursuivant son travail au sein du Comité d'Unité Paysanne (CUC), Rigoberta Menchú témoigne de sa vie et de celle de sa communauté dans le livre d'Élisabeth Burgos Moi, Rigoberta Menchú.

Quand le général Kjell (1) est arrivé au pouvoir, il a commencé à donner son élan à la réforme agraire. Mais, en premier lieu, il a donné son élan à sa campagne électorale. Et alors beaucoup de paysans de la côte sud ont été forcés par les propriétaires terriens de voter pour Kjell ; par les *Caporales* (2). Ils ont dit que celui qui ne votait pas serait privé de son travail. C'était pareil comme ce qu'ils faisaient avant, sauf que moi à cette époque je ne comprenais pas. Kjell a fait sa campagne dans les départements, dans les communes. Et je me rappelle qu'à ce moment il est venu à Uspantan. Nous étions au bourg, c'était un dimanche. Et Kjell parlait beaucoup, qu'il allait donner du pain, qu'il allait répartir la terre. C'est que eux, ils disent pain, ils ne savent même pas dire *tortilla* (3). Bien souvent ils ne savent même pas ce que mange un Indien. Nous autres nous mangeons du maïs et des herbes des champs. Notre alimentation, ce sont les *tortillas*. Mais eux, quand ils arrivent à la campagne, ils nous offrent plus que la *tortilla*, parce qu'ils nous offrent du pain. Ils allaient nous donner du pain, ils allaient nous donner lasanté, des écoles, des routes, une série de choses qu'ils nous énuméraient à ce moment. La terre. Ils nous disaient, la terre est à vous désormais. Ça veut dire qu'à partir de là nous allons être propriétaires de la terre. C'était en 74. C'est comme ça que beaucoup de gens ont dû voter à cette époque. Moi je n'ai pas encore voté, parce que j'étais mineure. Mes parents, mes frères et sœurs, même ma maman a dû voter, en croyant que c'était vrai, que c'était la solution de no-

tre problème. Et, après ça, quand Kjell est arrivé au pouvoir, il a commencé à répartir de petites parcelles. Ce qui se passe, c'est qu'avant, la lutte était entre les propriétaires de *fincas* et les communautés. C'est ce que j'ai raconté dans mon histoire, quand ils nous ont enlevé la terre. Mais quand Kjell est arrivé, il a trouvé la solution du problème, ça oui. Il nous a divisé nos terres en petites parcelles, et il a dit que nous en étions les propriétaires. C'est-à-dire, cet homme, il a été plus intelligent que les autres qui sont partis. Alors il a donné des parcelles à chacun des voisins. Nous avions des parcelles. Nos parcelles étaient de une *manzana* (4). Bien vite, il s'est mis à nous soutirer de l'argent d'un autre côté. C'est quand ils ont mis en place l'INAFOR (5), c'est-à-dire une institution qui veille sur les arbres et le bois au Guatemala. Alors, qu'est-ce que nous allons faire, nous autres ? Je me rappelle qu'avec mon papa, nous nous sommes fait bien du souci. Nous ne pouvions pas abattre un arbre parce que nous avions notre propre parcelle, et personne ne pouvait sortir de sa propre parcelle. Nous devions aller au tribunal pour solliciter, en adressant un texte à l'INAFOR, qu'ils nous vendent tant d'arbres. Les arbres coûtaient cinq *quetzales**. Et nous autres, le bois, c'est pratiquement ce qui nous permet de manger. Nous n'avons pas de cuisinières, pas de gaz, rien. Beaucoup de paysans abattaient l'arbre, l'INAFOR arrivait et les paysans se retrouvaient prisonniers pour avoir tué un arbre. C'est alors que les grands problèmes ont surgi sur les parcelles, sur l'*altiplano* (6). Mais

nous devons voir que l'arrivée de Kjell au pouvoir a aussi provoqué de grands problèmes dans les *fincas* (7). Les paysans, la plupart sur l'*altiplano*, davantage dans la région du Quiché, là où est né le CUC, ont commencé à s'unir et à protester contre l'INAFOR et à protester contre la réforme agraire ; vu que c'était fait pour essayer de nous diviser. Si nous sommes en vie, c'est grâce à la communauté ; parce que même si le gouvernement, ou un étranger, qui que ce soit, nous impose des limites pour nous diviser, la communauté sait qu'elle doit vivre en communauté.

C'est ainsi que le CUC (8) a commencé à surgir en tant que tel. En organisant les paysans sur l'*altiplano* et sur la côte. Mais ce n'était pas une organisation avec un nom et tout, non, c'était des groupes de communautés, des communautés de base, comme ça. Arrive le moment où le CUC demande à être autorisé, et fait une demande à la présidence pour être admis comme un syndicat des paysans, qui défende leurs droits. On n'a pas accepté la représentativité du CUC en tant qu'institution qui défend les paysans, on ne lui a pas donné de réponse. Alors le CUC a continué à agir. Tout de suite, ils ont commencé à réprimer ses dirigeants, surtout dans le Quiché. Ils se sont mis à rechercher les gens qui organisaient le CUC. C'est alors que le CUC a dit, bon, s'ils ne nous acceptent pas comme organisation, comme institution légale, eh bien ce sont eux-mêmes qui nous rendent illégaux. Et le CUC a commencé à agir clandestinement. □

(1) Général au pouvoir de 1974 à 1978.

(2) Surveillant d'une *cuadrilla* de travailleurs temporaires dans les *fincas* ou dans les travaux publics.

(3) Galette de maïs qui constitue la nourriture des peuples d'Amérique Centrale.

(4) Mesure agraire équivalent à 0,7 hectares.

(5) Institut National du Reboisement du Guatemala.

(6) Nom donné à la région nord-ouest du Guatemala et dans laquelle se trouve concentrée la plus grande partie de la population indigène.

(7) Plantation de café, de coton, de canne à sucre, etc.

(8) Comité d'Unité Paysanne.

* Élisabeth Burgos : *Moi, Rigoberta Menchú (Une vie et une voix, la révolution au Guatemala)*, coll. «Témoins», Gallimard, Paris, 1983, pp. 206 et 207.

LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

CONCERNANT LE PEUPLE INDIEN

DU GUATEMALA

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala – CDHG – s'est adressée en août 84 aux différents experts membres de la sous-commission de Prévention de la Discrimination et de Protection des Minorités de l'ONU, afin de leur exposer les faits concernant les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales de la population indienne au Guatemala à travers un rapport dont nous citons de larges extraits :

Au Guatemala se développe un conflit armé de caractère non-international, qui obéit à des facteurs économiques, sociaux et politiques de type structurel. L'existence de cette situation a été reconnue lors des résolutions des assemblées générales de la Commission des Droits de l'Homme et de la sous-commission de prévention de la discrimination et de protection des minorités de l'ONU ; c'est en ces termes similaires que s'est manifestée la Commission inter-américaine des droits de l'Homme – CIDH – de l'OEA. A l'intérieur du pays, divers fonctionnaires du régime militaire guatémaltèque, parlent de l'existence d'une «guerre contre la subversion» ainsi que de l'existence de «zones de conflit».

Ce conflit armé correspond parfaitement à la définition des conflits armés sans caractère international, contenu dans l'article I du Protocole additionnel numéro 11 de 1977 de la Convention de Genève de 1949, qui dit textuellement : «c'est un conflit qui se développe dans le territoire en grande partie engagé, entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou groupes armés organisés qui, sous la direction d'un commandement responsable, exerce sur une partie du dit territoire un contrôle tel qu'il leur permet de réaliser des opérations militaires soutenues et concertées et d'appliquer le droit humanitaire en tant que conflit armé.»

C'est dans ce contexte de conflit armé de caractère non-international, qu'on peut voir une relation directe entre l'application de la part du régime militaire de la doctrine de la Sécurité Nationale et la violation permanente et systématique des droits de l'homme.

Avant 1954, l'armée guatémaltèque était préparée pour une guerre conventionnelle en cas d'affrontements contre

les armées d'autres nations ; mais depuis les années soixante, elle s'entraîne pour affronter ce qui s'appelle une «guerre limitée de caractère contre insurrectionnel» – ce qui correspond à un conflit armé de caractère non international – développant la doctrine de la «Sécurité Nationale» défense interne et développement interne. Cependant le régime militaire guatémaltèque a décidé de chercher une solution militaire au conflit, laissant tout à fait de côté les aspects du développement économique et social.

La doctrine de la Sécurité Nationale a été créée dans le Plan National de Sécurité et de Développement, présenté le 5 avril 1982 par l'État-Major de l'armée du Guatemala ainsi que ses annexes «H» des plans de campagne «Victoria 82» et «Fermé 83» ; de même le Plan de Développement socio-économique en Aide aux Opérations contre la Subversion dans lesquels est stipulé clairement que les opérations militaires qui s'appliquent dans les «dites» «zones de conflits» sont planifiées et coordonnées avec la nécessaire anticipation, utilisant la science et la technique humaines au service de la destruction préméditée, ayant pour objectif militaire d'importants secteurs de population majoritairement indienne et sans défense.

Le Plan National de Sécurité et de Développement est la colonne vertébrale du régime militaire guatémaltèque, elle est suivie depuis le coup d'État du 23 mars 1982, en continuation des plans de Lucas Garcia.

Dans les dites «zones de conflit», pour la population majoritairement indienne le Plan de Sécurité et de Développement se traduit en d'incalculables exécutions extra-judiciaires individuelles et collectives, disparitions forcées ou involontaires, déplacement massif de la population (plus

d'un million de déplacés internes et près de 150.000 réfugiés dans d'autres pays), contrôle militaire du territoire et de la population civile, bombardements et attaques, concentration forcée de la population dans ce qui est appelé «villages modèles» avec des programmes de «rééducation», obligation de se conformer aux «patrouilles civiles» : violation constante et systématique de tous les droits et libertés fondamentales de l'homme consignés dans la Déclaration Universelle des Droits

4 novembre 1983. A San José Jocotales, «municipio» de Chinantla, du département de Guatemala, le chef commissionnaire militaire ordonna d'agir fermement contre ceux qui refusaient d'intégrer les Patrouilles Civiles.

8 novembre 1983. A Santa Cruz Chinantla, «municipio» de Chinantla, du département de Guatemala, le chef commissionnaire militaire, Rigoberto Ramirez Zepeda, affirma que quiconque refuserait d'intégrer les Patrouilles Civiles, était supposé avoir des liens avec ces groupes qui troublent l'ordre public.

2 novembre 1983. A Cobán, du département de Alta Verapaz, le Lieutenant Colonel Gustavo Rosales, chef du S-5, chargé des Patrouilles Civiles dans cette région, affirma lors d'une cérémonie de prestations de serments de recrues dans les Patrouilles Civiles, que celui qui jusqu'ici n'a pas intégré les Patrouilles Civiles fait le jeu de la «subversion».

23 mai 1984. A San Francisco Zapotitlan, du département de Suchitepequez, a été dénoncée devant les Tribunaux de Justice la détention illégale d'une personne n'ayant pas voulu intégrer les Patrouilles Civiles.

10 avril 1984. A Rio Blanco, «municipio» de Sacapulas, du département du Quiché ont été dénoncées les menaces proférées par les commissionnaires militaires à l'encontre de la population civile pour qu'elle intègre les Patrouilles



Patrouille civile à San Juan Cotzal, Quiché. Joe Fish/Peoples Pictures.



de l'Homme, perpétrée par les forces armées et les forces de sécurité du régime militaire guatémaltèque.

Dans ce conflit armé interne qui se développe au Guatemala, les deux forces

opposées sont le régime militaire et le mouvement d'insurrection dont la base d'appui politique et social est la population civile puisque c'est contre elle que l'armée dirige le gros des opérations militaires ; l'objectif en est le contrôle de la population et de ses ressources matérielles.

Suit une illustration par des exemples situés et chiffrés, de plusieurs pages.

Les cas signalés, quelques-uns parmi tant d'autres, signifient clairement que non seulement la politique répressive et criminelle se poursuit, mais qu'elle se traduit par des massacres, les terres rasées, des disparitions massives, forcées et involontaires, ceci contre les membres de groupes de la population indienne guatémaltèque par les forces de sécurité de l'État.

Les déplacements massifs de la population paysanne continuent à cause des incursions de l'armée dans les villages et de l'agression de bandes armées, d'éléments paramilitaires contre la population civile non combattante, suspectée de collaborer avec la guérilla, accusée de «subversion» parce qu'elle ne veut pas intégrer les Patrouilles Civiles.

Ceci provoque de sérieux problèmes dans la structure sociale de la communauté et dans de nombreux cas, de graves perturbations mentales. Ceci constitue donc non seulement des violations quant au droit de choisir librement son domicile et de circuler librement, mais aussi de graves violations au niveau culturel.

Le confinement de la population indienne guatémaltèque dans les hameaux stratégiques et son obligation d'intégrer les dites «patrouilles d'autodéfense civile» aggravent la précarité des droits de l'homme, comme des droits culturels, en éliminant toute possibilité d'autonomie ou de libre détermination de ce groupe. Dans ces hameaux stratégiques sont regroupés les survivants de la politique de terres rasées ; ils sont soumis à une intense cam-

pagne de «rééducation», tendant à extirper de leur esprit la possible influence exercée sur eux par la guérilla. Puis on les oblige à travailler, à changer leur mode d'alimentation et ils sont sujets au strict contrôle militaire.

Le général Mejia Victores affirme que d'autres hameaux stratégiques similaires vont être construits à Saquil, Amchel, Tzalbal, Rio Azul, Actxumbal et Playa Grande (dans le département du Quiché).

Selon les voix officielles, il y a plus de 800.000 civils dans le pays, en majorité Indiens, intégrés dans les dites «Patrouilles d'Autodéfense Civiles» et plus d'un million de personnes des différentes communautés affectées pour les actions contre insurrectionnelles de l'armée, travaillant à la reconstruction de ses villages et de ses communautés, comme œuvre d'infrastructure, dans l'Altiplano central et occidental, ceci dans le cadre du programme «Aliments contre Travail».

Il est indiscutable que les agressions contre la population indienne guatémaltèque antérieurement mentionnées, n'ont pas pour seul effet la disparition physique de milliers et milliers de membres du groupe de culture maya. Pour la population indienne guatémaltèque, l'organisation familiale traditionnelle, et l'inextricable système de relations de solidarité communautaire sont d'importance primordiale ; sur le plan de l'enceinte géographique où chaque communauté vit et travaille depuis des siècles, où se trouvent ses lieux sacrés, l'«habitation» de ses ancêtres, d'où leur vient l'héritage de la terre. Ce sont les aspects de références de sa culture, sociale et physique, structurés ensemble, qui ont permis à la population indienne guatémaltèque de résister comme entité culturelle, à l'agression qu'elle subit depuis des siècles, conservant les éléments fondamentaux de son système de représentation symbolique, lequel lui permet de s'expliquer sa réalité et de rester elle-même. □

les Civiles. Les habitants de cette localité ont aussi dénoncé que les commissionnaires militaires de cette localité élaborent des listes noires avec les noms des personnes qui refusent d'intégrer les Patrouilles Civiles et que ces personnes disparaissent ensuite sans qu'on ait de nouvelles d'eux.

13 avril 1984. A Retalhuleu, dans la région sud-occidentale du pays, le Major de l'armée Diaz Solis reconnaît les abus des commandants des Patrouilles Civiles contre la population civile, ce qui provoqua la peur chez les habitants et la désertion massive de patrouilleurs eux aussi victimes des abus des commandants.

26 octobre 1983. Dans le département de San Marcos, on dénonce l'exode massif des paysans des fermes des localités de San Rafaël Pie de la Cuesta, du «municipio» de Ocos et d'ailleurs, suite aux disparitions massives, forcées et involontaires, que les forces de sécurité de l'État, font subir à la population civile non combattante de ce département.

12 juin 1984. La presse locale guatémaltèque dénonça l'exode massif de paysans vers le Mexique, en provenance du département de San Marcos, dû à l'agression hostile, et les disparitions massives forcées et involontaires que pratique l'armée dans cette zone, contre la population civile non combattante.

L'EVOLUTION

DE LA GUERRE

Peu connue à l'extérieur, la guerre que mène l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG 1) contre la dictature militaire semble gagner progressivement en ampleur. Les affrontements quotidiens entre les forces gouvernementales et les forces rebelles montrent bien que l'espoir d'un changement révolutionnaire continue à être bien présent dans ce pays.

De retour d'un voyage qui l'avait conduit en Israël, en Suisse et en Hollande notamment, le général Lobos Zamora, véritable homme fort du régime militaire guatémaltèque, reconnaissait la recrudescence des activités des organisations révolutionnaires à l'intérieur du pays.

En fait, le général Lobos n'a fait que confirmer officiellement ce que tous les observateurs politiques affirmaient depuis quelques mois : la résistance armée fait preuve d'une récupération progressive, qui marque les limites des « succès » proclamés par l'armée guatémaltèque dans sa lutte contre l'insurrection. Cette récupération avait déjà surpris la presse guatémaltèque quelques semaines après les élections à l'Assemblée constituante (juillet 1984), lorsque l'armée avait lancé des grandes opérations dans la région de San Marcos (2). Les militaires avaient été accusés à ce moment-là de cacher la véritable situation à l'intérieur du pays.

Aujourd'hui, la zone d'opérations régulière de l'URNG comprend dix départements sur les vingt-deux que compte le pays, pour une surface de plus de 30.000 km² ; c'est-à-dire que plus d'un tiers du pays est actuellement touché par l'activité

des révolutionnaires guatémaltèques. Sur ce territoire, les forces de l'URNG ont occupé des plantations et des tronçons routiers, attaqué des colonnes mobiles de l'armée mais aussi des positions occupées par celle-ci.

Depuis le début de cette année, des opérations militaires d'une certaine envergure ont eu lieu. Deux d'entre elles sont à souligner : tout d'abord, l'occupation le 25 janvier par les forces de l'ORPA de Santiago Atitlan, chef-lieu municipal situé dans le département de Solola, à l'ouest, dans une des régions touristiques les plus importantes du pays. Au cours de cette action, les rebelles ont détruit le commissariat de police et le détachement des responsables militaires. La capacité de planification ainsi que la connaissance extrêmement précise de la géographie locale, ont surpris les responsables militaires, d'autant plus que Santiago Atitlan est une localité où l'armée maintient un détachement permanent de « comisionados » (responsables militaires dans une zone bien précise) et où elle peut acheminer des renforts en moins de trente minutes. Cette occupation s'est prolongée par des combats intenses dans les alentours pendant plusieurs semaines, notamment du 7 au 14 février, lorsque les troupes spéciales de l'armée ont tenté en vain de déloger les positions occupées par les rebelles.

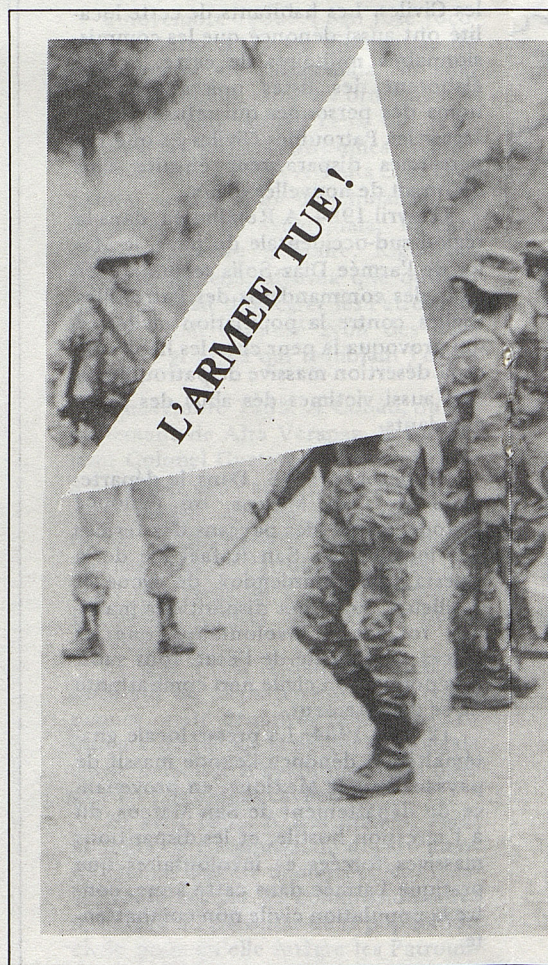
Une autre action importante eut lieu une semaine plus tard, le 22 février, dans la région de Chajul, département d'El Quiché, au nord du pays. Au cours de cette opération, une importante colonne de combattants de l'EGP a attaqué la première et la deuxième compagnies de l'armée, stationnées à la plantation « La Perla », une des plus importantes de la région. Les forces gouvernementales ont

été contraintes d'abandonner une partie de leurs installations, lesquelles ont été occupées par les rebelles. Cette opération a fait 10 morts et 25 blessés parmi les soldats gouvernementaux et a permis à l'EGP de récupérer une importante quantité de matériel militaire. « La Perla » est située dans une zone appelée le « triangle ixil », considérée comme stratégique par l'armée.

LA RESTRUCTURATION

L'URNG avait commencé à montrer ses nouvelles capacités opérationnelles en août 1984, notamment lorsque l'armée s'était lancée massivement à l'assaut des positions de l'ORPA à San Marcos (à l'ouest du pays). A cette occasion, les militaires avaient mobilisé près de 10.000 hommes, des unités blindées et aériennes. La réponse des rebelles fut d'affronter l'armée et de lancer une série d'opérations coordonnées dans divers points du pays. Après trois semaines d'affrontements, les forces gouvernementales ont dû se retirer sans obtenir les résultats escomptés. Quel-

Contrôle de l'armée gouvernementale entre



ques mois plus tard, une opération similaire a été tentée dans le département d'El Peten, bastion des FAR, laquelle s'est terminée dans la discrétion la plus totale.

Ainsi la restructuration de l'URNG — dont nous parlions dans le numéro précédent de *Solidarité Guatemala* — semble porter ses fruits sur le terrain. A l'encontre de la tactique appliquée jusqu'en 1982 (création de plusieurs fronts de guérilla et extension géographique de ceux-ci), la nouvelle tactique mise en œuvre par le mouvement révolutionnaire privilégie la *consolidation des zones stratégiques* de chaque organisation. C'est là, effectivement, que les organisations ont le mieux résisté aux successives offensives militaires.

Dans les nouvelles orientations de l'URNG, cette consolidation des zones stratégiques devait passer par la *concentration de forces*. Ainsi, si auparavant les opérations avaient lieu dans pratiquement tout le pays, désormais elles ont lieu surtout dans ces *zones stratégiques*. A cet égard, les quatre organisations composant l'URNG ont été unanimes pour signaler la *dispersion* existante en 1981 comme responsable du renversement de situation opéré en 1982 et 1983, dans la mesure où

cette dispersion ne permettait pas d'affronter avec succès les offensives lancées par l'armée, faute de moyens et de forces nécessaires.

UNE NOUVELLE PHASE

Actuellement, donc, l'évolution de la guerre interne présente des caractéristiques nouvelles. L'extension géographique des affrontements n'est plus la même que celle de 1981, mais dans les zones en dispute la guerre semble progressivement dans une nouvelle phase. Avec l'apparition de *colonnes fixes* de combattants, il ne s'agit plus d'une guerre de guérilla au sens classique. Des unités de 120 hommes (une compagnie) opèrent dans un territoire précis en combinaison avec les *Forces irrégulières locales* (FIL). Et bien qu'il ne s'agisse pas encore d'une guerre de positions, on assiste dans certains cas à un début de défense des positions de la part des forces de l'URNG.

L'unification de critères politiques et militaires au sein de l'URNG a été, sans aucun doute, un des faits politiques les

plus marquants en 1984. Des réunions unitaires de travail au niveau des directions nationales de chaque organisation ont eu lieu, malgré les risques de sécurité que représentent de telles rencontres, et malgré les difficultés de déplacement imposées par les conditions de la guerre.

D'autre part, chaque organisation a tenu des réunions de ses instances respectives de direction, où des critères unitaires de travail ont été affinés et ratifiés. Cela est extrêmement important, si l'on considère que les conditions de la guerre ne permettent pas d'effectuer des « congrès » normaux, comme ce serait le cas en temps de paix.

Les révolutionnaires guatémaltèques semblent remonter peu à peu une situation difficile, étroitement liée à un contexte national et régional très complexe. Il est vrai que les élections annoncées par la dictature ont créé des expectatives, notamment au niveau international. Mais il est tout aussi vrai que depuis 1954 la vie politique du pays n'a jamais été décidée dans les urnes mais dans les casernes. Il est vrai qu'en 1985 le principal affrontement politique continuera à se passer en dehors des urnes.

(1) L'URNG est composée de l'armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA) et le Noyau de direction nationale du Parti guatémaltèque du travail (PGT-ND).

(2) Voir « Après les élections, la contre-insurrection », dans *Solidarité Guatemala* numéro 26, sept.-oct. 1984.



entre Quezaltenango et San Marcos. Piers Cavendish/Reflex.



PEUPLE INDIGENE ET REVOLUTION MARCHENT ENSEMBLE AU GUATEMALA

Alejandra SARINZ

«La guérilla a gagné, de nombreux collaborateurs parmi les Indiens», «les Indiens sont subversifs», «Il faut tuer les Indiens parce qu'ils collaborent avec la subversion»... Voilà des citations du sous-secrétaire de presse de Rios Montt, Francisco Bianchi, recueillies par un reporter du New-York Times, qui compromettent sérieusement le régime guatémaltèque.

Ces déclarations de Monsieur Bianchi révèlent bien une mentalité raciste. Bianchi ne parle pas d'indigènes ou de naturels ; il parle d'«Indiens», mot qui dans la bouche d'un Guatémaltèque synthétise d'une certaine façon le large spectre de la discrimination au Guatemala. Et cette discrimination est un élément à part entière de la société guatémaltèque, qui se manifeste dans les plus hautes décisions politiques et dans les relations familiales et personnelles les plus intimes, bien que ce soit sous une forme dissimulée, occulte. Ce phénomène a atteint ces derniers temps sa plus haute expression lors des horribles massacres perpétrés par les forces officielles à l'encontre des populations indigènes sans défense. Ce sont précisément ces massacres que Francisco Bianchi tente de justifier par ses déclarations.

DISCRIMINATION

Le peuple indigène guatémaltèque subit la discrimination à l'école, dans la commune, au tribunal, à la caserne, à l'hôpital, à la ferme, dans les magasins, dans l'autobus... Dans les zones indigènes, il y a moins d'écoles et moins d'hôpitaux ; les taux de natalité et de mortalité dans ces zones sont respectivement de 5,4 et 2,4%, alors qu'ils sont, dans d'autres régions, de 3,7 et de 1%.

L'indigène se voit méprisé pour son aspect physique, pour sa langue, pour ses habits, pour ses manifestations religieuses. Les travaux considérés les plus bas, les plus durs lui sont réservés, et cela dans les pires conditions. C'est lui qui produit les richesses du pays. Cependant, il a été historiquement dépossédé de ses terres ; on lui paye au plus bas salaire les plus gros travaux... C'est ainsi que la discrimination, assurée par le pouvoir économique,

politique et répressif, a représenté et représente au Guatemala un mécanisme d'une plus grande exploitation et oppression.

Cette immense agression contre l'être humain, cette constante humiliation pour le soumettre, pour briser sa résistance et détruire son identité, ne peuvent que produire pour le moins certains effets négatifs sur ce peuple. Et cela à différents niveaux : on peut parfois percevoir une certaine désintégration des communautés, certaines désertions, des manifestations violentes à l'intérieur de la famille — sou-pape évacuant la pression dont elle est l'objet —, des manifestations de déséquilibres psychologiques voire complexe d'infériorité.

L'abandon et même un ressentiment contre soi-même et pour ce que l'on est... Effets qui ne sont pas, par ailleurs, irréversibles.

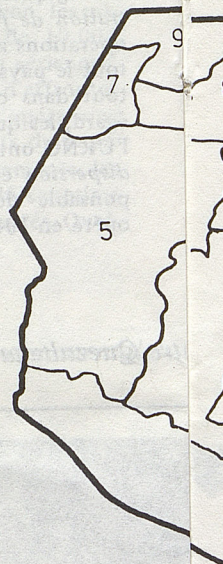
Durant 450 années, le peuple indigène a été relégué dans les montagnes isolées et improductives. Sa culture a été méprisée et bafouée. Face à cela, il a assuré une résistance héroïque. Il a réussi à survivre et à préserver son identité, sa culture et ses coutumes. Il a dû pour cela employer tout au long de son Histoire ses plus grandes énergies. Et, aujourd'hui, il perpétue l'héritage de la grande civilisation maya-Quiché.

PORTEUR DE LA CULTURE MAYA

Selon les recensements officiels, les indigènes représentent un peu plus de la moitié de la population guatémaltèque. Mais, si l'on se réfère à des critères culturels, leur nombre atteint sans doute plus de 70% de la population. La carte indigène du Guatemala présente une variété linguistique peu commune. Les conditions d'isolement, de survivance et d'in-

communicabilité ont fait qu'actuellement sont pratiquées jusqu'à vingt-deux langues différentes, dont certaines ont des ressemblances structurelles notables. Encore plus grande, et belle, est la variété de leurs habits traditionnels. Cependant, tous ces groupes se considèrent unis par une racine commune : le tronc maya. Tous subissent la même exploitation et discrimination, tous se perçoivent eux-

1. Quiché
2. Cakchiquel
3. Tzutujil
4. Uspanteco
5. Mam
6. Aguacateco
7. Jacalteco
8. Kanjobal



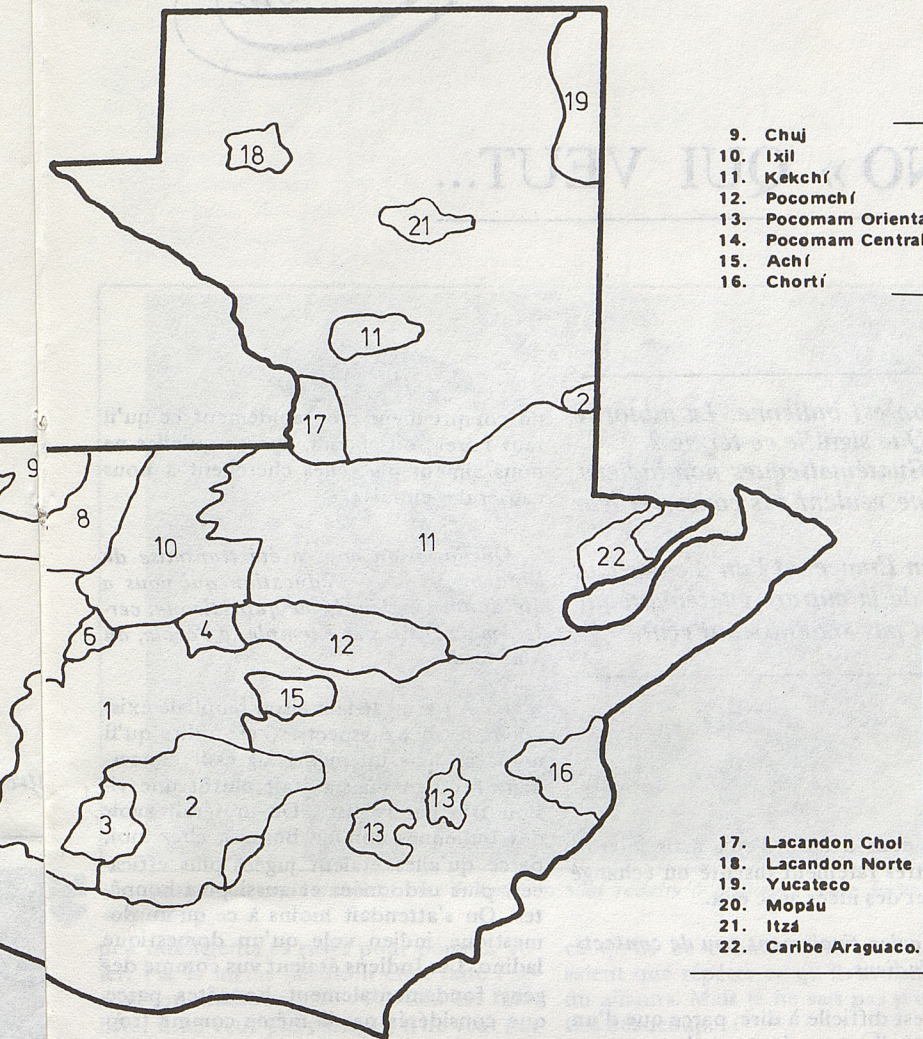
mêmes comme frères et membres d'un même peuple.

Au-delà des merveilleux vestiges archéologiques, le peuple a gardé vivante la culture de ses ancêtres. Parce que c'est l'homme qui est le réceptacle et le conservateur de cette culture se perpétuant dans ses coutumes, dans ses traditions et dans ses cérémonies ; mais aussi et surtout dans ses conceptions de la vie et des relations avec ses semblables et avec la nature.

C'est dans le peuple indigène guatémaltèque que se sont transmises les valeurs de la communauté et de la solidarité, de l'égalité et de la fraternité, de la coopération et du respect, la relation sereine, profonde et même silencieuse ; l'indigène observe, médite, soupèse les situations... Dans ces conceptions communautaires, la terre et les moyens de production sont ainsi considérés comme un patrimoine collectif. Cette essence culturelle et cette organisation sociale propre qui ont survécu constituent ce que nous appelons l'identité conservée.

La prise de conscience de sa condition d'exploité et de discriminé est à l'origine

Groupes ethniques



9. Chuj
10. Ixil
11. Kekch'í
12. Pocomch'í
13. Pocomam Orienta
14. Pocomam Central
15. Ach'í
16. Chortí

17. Lacandon Chol
18. Lacandon Norte
19. Yucateco
20. Mopáu
21. Itzá
22. Caribe Araguaco.

de la participation du peuple indigène et des secteurs proches rendant véritablement irréversible la révolution guatémaltèque. Les valeurs culturelles se mêlent aux revendications politiques et économiques plus profondes, donnant naissance à une large base sociale et un immense potentiel de combattants qui nourrissent les structures des organisations révolutionnaires. C'est ainsi que la lutte révolutionnaire au Guatemala a acquis son caractère vraiment populaire, en assumant la revendication de plus de 450 années durant lesquelles ont souffert la majorité des Guatémaltèques. Ce fait nouveau dans l'Histoire du pays préoccupe avec raison l'armée du régime et les secteurs les plus répressifs de la société guatémaltèque.

Il pourrait paraître surprenant que l'identité, la culture, la revendication historique puissent constituer des armes pour la liberté dans une société. Mais au Guatemala, en fait, à ces raisons historiques et culturelles, s'ajoutent la misère, la surexploitation et la répression que subit la majorité de la population. Ces facteurs sont indissociables : ils détermi-

nent et encouragent la lutte de tout un peuple pour son droit à exister.

LE CARACTERE DE L'AFFRONTMENT

Les déclarations de l'ex-porte-parole présidentiel citées plus haut montrent de façon évidente la compréhension que le régime guatémaltèque a de ce problème : l'insurrection est l'œuvre de quelques groupes plus ou moins petits et isolés, s'enfonçant dans une lutte stérile, soutenue par le « communisme international ».

Les forces populaires savent que les forces armées combattent tout un peuple. Et c'est pourquoi elles n'hésitent pas à assassiner des vieillards, des enfants et des femmes enceintes, ni à tuer les animaux, détruire les semences et les récoltes, incendier les maisons et massacrer des populations entières. En conséquence il est clair que tout appui ou aide de quelque type que ce soit à ce régime représente une complicité ouverte avec le génocide de ce peuple. □



Déclaration des peuples indiens du Guatemala dite Déclaration d'Iximché

Pour en finir avec tous ces méfaits perpétrés par les descendants riches des envahisseurs et leur gouvernement, nous devons lutter en faisant une alliance entre ouvriers, paysans, étudiants, habitants de bidonvilles et les autres secteurs populaires et démocratiques, et renforcer l'union et la solidarité entre Indiens et Ladinos, puisque la solidarité du mouvement populaire avec la lutte indienne a été scellée par le sang à l'ambassade d'Espagne. Le sacrifice de ces vies nous approche plus que jamais à une nouvelle société, à l'aube indienne.

Que le sang de nos frères indiens et leur exemple de lutte ferme et valeureuse donne le courage à tous les Indiens pour continuer la lutte et conquérir une vie de justice, lutter :

Pour une société d'égalité et de respect ;
Pour que notre peuple indien en tant que tel puisse développer sa culture écrasée par les envahisseurs criminels ;

Pour une économie juste pour que personne n'exploite personne ;

Pour que la terre soit communale comme chez nos aïeux ;

Pour un peuple sans discrimination ;
Pour en finir avec toute répression, torture, enlèvement, assassinat et massacre ;

Pour en finir avec les recrutements forcés ;

Pour des droits égaux de travail ;

Pour qu'on ne nous utilise plus comme des objets de tourisme ;

Pour une distribution juste de nos richesses et des profits qui découlent comme aux temps où fleurissaient la vie et la culture de nos ancêtres.

Iximché, le 14 février 1980 □

N'EST PAS « LADINO » QUI VEUT...

Au Guatemala, la majorité de la population est indienne. La minorité métisse, mais ce sont les ladinos qui y vivent. Que signifie ce terme ?

D'aucuns diront que les ladinos sont les Guatémaltèques non-indiens, d'autres les métis ou encore des Indiens qui ne veulent pas conserver leur identité indienne.

Ils sont tous deux Guatémaltèques vivant en France, et l'un d'entre eux est membre de l'Association des travailleurs de la culture guatémaltèque (ATCG). Et ils nous montrent qu'en effet n'est pas «ladino» qui veut.

Tout d'abord, qu'est-ce qu'un ladino ; plus précisément, vous sentez-vous ladino, et pourquoi ?

1 - On ne m'a jamais dit «tu es un ladino» dans mon vécu quotidien, je n'étais pas un Indien non plus, mais simplement un Guatémaltèque. Le terme «ladino» est une conception, une définition qui m'est venue plus tard, lors de contacts plus directs avec les Indiens, en me sentant tout de même encore étranger au terme. Cela pour deux raisons. D'une part, le contact avec les Indiens est toujours présent dans la vie de la capitale mais il se fait rarement comme un contact avec des communautés. D'autre part jouent les différences d'origine sociale. Je pense que le terme «ladino» porte une connotation sociale largement plus marquante dans les petites villes de province qu'à Guatemala-Ciudad. En tout cas, je ne l'ai jamais senti comme une revendication clairement exprimée, et je n'ai jamais vu un membre de ma famille se définir ouvertement comme ladino ; peut-être parce que ce terme n'est pas une définition positive, mais qu'il peut par contre être péjoratif.

2 - Je me considère ladino depuis que je suis tout jeune. J'ai toujours entendu dire que j'étais ladino. Si je prends aujourd'hui comme définition du ladino le fait de ne pas être Indien, je suis bien obligé de reconnaître que je suis un ladino. De plus, je ne pouvais nullement prétendre être Indien, étant donné qu'en fait je n'en avais quasiment jamais connus. Je les

voyais, j'étais à côté d'eux mais je crois que j'ai très rarement discuté ou échangé des avis et des idées avec eux.

Vous aviez finalement peu de contacts avec les Indiens.

1 - C'est difficile à dire, parce que d'un autre côté, il y a toujours eu des contacts avec l'Indien. Mon premier contact a été notre nourrice qui était indienne, notre «china» comme on dit là-bas, et on l'appelait «la tata». Elle est morte alors que j'étais assez jeune, mais il y avait également des Indiens parmi les domestiques, les femmes de ménage qui venaient à la maison ou qui y habitaient. Je me souviens d'une de ces femmes venant travailler chez nous qui avait cherché à perdre son identité indienne. Elle avait enlevé son «traje», son habit ; elle vivait en ville, était mariée, avec des enfants, mais ne se définissait plus comme Indienne. Par contre, d'autres ont gardé leur identité, avec beaucoup de fierté par ailleurs.

2 - En allant au marché, obligatoirement, je rencontrais et discutais avec les Indiens qui tenaient des étalages. Sinon, il y eut quelques fois, deux ou trois, des Indiennes comme bonnes à la maison. A ce sujet, je demandais souvent à ma mère «Pourquoi tu n'embauches pas une Indienne ?», parce qu'elles étaient habillées différemment et cela me plaisait beaucoup. Et là apparaissait déjà la première négation vis-à-vis de l'Indien. On me répondait : «Non, je préfère ne pas avoir d'Indiennes comme bonnes parce qu'elles

ne comprennent pas rapidement ce qu'il faut faire», ou encore, «parce qu'elles ne nous aiment pas, elles cherchent à nous causer des ennuis».

Quelle vision vous a été transmise de l'Indien à travers l'éducation qui vous a été donnée ? Dans la vie quotidienne, certes, mais aussi, par exemple, à l'école, ou plus tard.

1 - Au sein de la maison familiale existaient les deux aspects. C'est-à-dire qu'il n'y avait pas un mépris agressif concernant l'Indien mais c'était plutôt une vision très paternaliste. On préférait avoir des Indiennes comme bonnes, chez moi, parce qu'elles étaient jugées plus efficaces, plus ordonnées et aussi plus honnêtes. On s'attendait moins à ce qu'un domestique indien vole qu'un domestique ladino. Les Indiens étaient vus comme des gens fondamentalement honnêtes parce que considérés par là-même comme trop





Au Guatemala, pour subsister, les Indiens en sont réduits à pratiquer toute sorte de petits métiers.

peu intelligents et rusés pour pouvoir voler. Par la même occasion était faite l'accusation traditionnelle : l'Indien est fataliste, il ne veut pas changer, il ne veut pas faire de progrès, etc. Par contre, on se méfiait davantage des ladinos : il existait un a priori comme quoi ceux-là, ils allaient très probablement vouloir dérober quelque chose (rires).

2 - Non, je ne crois pas que les préjugés sont obligatoirement véhiculés dans le cadre de l'éducation institutionnelle. C'est implicite : les textes scolaires sont bourrés de bonnes intentions à l'égard des Indiens, ce qui laisse supposer qu'une différence existe.

Je me rappelle avoir eu quelques professeurs essayant délibérément de démolir les préjugés courants. Je ne dis pas que tous les professeurs agissaient ainsi mais, en tout cas, certains allaient dans ce sens. Ils nous faisaient même formaliser certains jugements hâtifs, et profondément enfouis en nous. Parfois, ils entendaient des élèves se quereller et s'insultant : « Bah, toi, tu es un vrai Indien, tu es aussi stupide qu'un Indien, tu ne comprends rien ! ». Un professeur les reprenait immédiatement, leur demandant pourquoi ils parlaient de cette façon. Quand les copains essayaient d'expliquer le pourquoi de leur attitude, le professeur se moquait d'eux, leur expliquant qu'ils parlaient de

ce qu'ils ne connaissaient pas et ne faisaient que répéter ce qu'ils avaient entendu ailleurs. Mais je ne sais pas si cela portait beaucoup.

1 - Je suivais ma scolarité chez les curés. La majorité des élèves étaient ladinos, pas seulement ladinos mais Blancs, et il n'y avait que quelques métis. Le problème racial se posait au même titre que la question sociale. Certains élèves venaient de familles relativement aisées, et quelques-uns, très minoritaires, étaient des boursiers, des milieux pauvres, beaucoup plus métissés par ailleurs que l'ensemble et qui souffraient durement de cette situation. Je me souviens de quelques copains qui doivent aujourd'hui haïr profondément notre école. L'un d'eux, qui n'a pu achever ses études, était d'un milieu très pauvre et de plus d'origine indienne et tout le monde se moquait de lui, constamment. On l'appelait « chumo », terme très péjoratif qui ne s'adresse pas seulement aux Indiens mais aussi aux gens de milieux sociaux pauvres. Et il n'a pas résisté et a quitté l'école.

Il y avait des Indiens à l'université de San Carlos ?

1 - Indiens qui se définissent comme tels, non. Racialement, il y en avait énormément, mais la définition n'est pas uni-

quement raciale : une grande partie des ladinos sont indiens socialement parlant. Et c'est chez ce type de ladinos que la question indienne se pose de la manière la plus contradictoire, la plus déchirante, dans le sens qu'ils sont justement racialement indiens, mais ils ne se sentent pas indiens.

Quand vous étudiez l'Histoire du Guatemala à l'école, y avait-il une incitation aux préjugés ? Comment était-elle présente sachant que la majorité de la population en est indienne ? Est-ce une histoire « ladina » ?

2 - Il est certain que l'on fait toujours jouer le beau rôle aux conquérants espagnols. Ils insistent beaucoup sur la valeur des cultures précolombiennes, en donnant des images d'Épinal sur le haut degré de civilisation des Mayas. Ce qui n'empêche pas de continuer à expliquer parallèlement que les conquérants sont venus pour civiliser : il y avait une civilisation, brillante par ailleurs, mais qu'il fallait civiliser... Ce qui est complètement contradictoire, d'autant plus qu'on ne fait jamais le lien entre les Indiens précolombiens et ceux d'aujourd'hui. Si tu parviens à établir le lien, on ne te donne de toute façon aucun moyen pour comprendre pourquoi tous ces acquis ont disparu, ou du moins ne sont pas visibles par nous.

1 - J'ai acquis la notion de population indienne majoritaire beaucoup plus tard. Je savais que c'était une population importante mais les chiffres officiels citaient toujours environ 40% de la population globale. En tout cas, le problème ne se posait pas vraiment, l'Indien n'était pas vécu comme une menace. C'est bien plus tard qu'il est apparu comme telle, lorsque se posa le problème de la violence, et de la guérilla. C'est à partir de ce moment qu'on pouvait entendre des commentaires du genre : « Ah, le jour où les Indiens vont se soulever, qu'ils vont descendre, ce jour-là ils couperont des têtes. »

2 - C'est évident, l'Indien ne peut que descendre étant donné qu'il habite sur les hautes terres. Pourtant, il descend chaque année pour travailler dans les fermes... (rires).

Personnellement, je ne l'ai jamais senti comme une menace, jamais, même en posant la question de la guérilla, peut-être parce qu'étant jeune, je n'y avais jamais réellement réfléchi. Par contre, j'ai

fait de l'alphabétisation et je me souviens qu'on nous expliquait que le taux d'analphabétisme atteignait le chiffre de 65% au Guatemala, en nous expliquant ensuite que plus de la moitié de la population est indienne. Nous commençons ainsi à faire le lien entre analphabétisme et appartenance aux populations indiennes, bien que ne posant pas ces problèmes en terme d'alphabétisation en langue espagnole. Nous commençons à ressentir qu'il s'agissait d'une culture strictement différente de la nôtre.

1 - Il y avait un besoin d'avoir une identité, de se définir face aux gringos, aux étrangers. Ce qu'il y a de plus terrible dans la définition de ladino, c'est qu'elle est indéfinissable : le ladino est défini négativement face à l'indien, il est un non-indien. Dans la capitale, et surtout chez les classes aisées, le terme «ladino» est parfois méprisant. Par contre, en province, surtout dans les régions des hauts-plateaux, les notables ladinos qui détiennent le pouvoir se définissent comme ladinos, avec fierté. En général, ils parlent les langues indiennes parce qu'ils ont toujours vécu dans le monde indien, mais ils ne veulent pas le reconnaître.

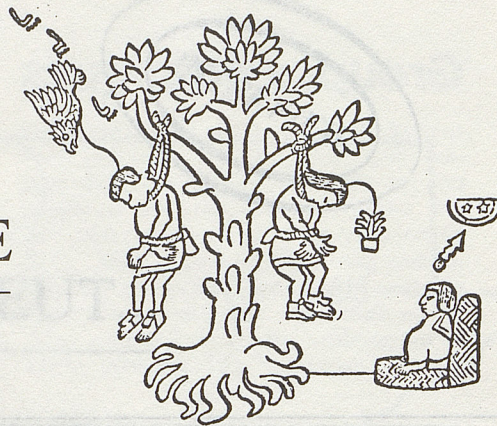
Je me souviens de quand je suis allé dans ces régions dans le cadre de la formation des coopératives : nos discours étaient principalement dirigés contre les ladinos. Nous nous sentions un peu étrangers aux ladinos mais nous ne nous définissions pas comme Indiens pour autant. Nous ne pensions pas cette démarche en termes ethniques mais insistions plutôt sur la question de la terre. C'était pour nous une façon de chercher un contact avec les Indiens, un point commun dans le rejet des ladinos qui, dans ces régions, sont particulièrement odieux, racistes et violents.

Mais, d'un autre côté, nous ne savions pas reconnaître une langue indienne d'une autre. Nous étions totalement ignorants du monde indien et c'est, je crois, le cas de tous les habitants de la capitale.

Quand on voit que dans certains milieux, dire à quelqu'un qu'il est Indien tient de l'insulte... Dans ma famille, par exemple, au niveau des différentes branches familiales. Du côté de mon père, qui est plus métissé, les rapports avec les Indiens étaient davantage conflictuels que du côté de ma mère dont la branche a toujours globalement rejeté les Indiens.

2 - Je me rappelle qu'on nous ait demandé un jour d'écrire une composition sur la discrimination raciale au Guatemala. Tous les élèves étaient unanimes pour dire qu'elle n'existait pas parce que, pour nous, le racisme, c'était certains endroits aux États-Unis dont on interdit l'entrée aux Noirs, parfois avec l'appui de la police. Ainsi, nous ne nous considérons pas comme racistes, nous ne nous en rendions pas compte. Pour nous, le racisme, c'était ce qu'on voyait à propos de l'Afrique du Sud à la télévision, par exemple, mais nous ne faisons pas le rapport avec notre propre situation. □

UNE SCIENCE QUI TUE



Avertissement aux lecteurs : quelconque similitude avec le présent au Guatemala... est un produit historique.

L'anthropologie est-elle une «science nouvelle»? Oui et Non. Non en tant que pratique de domination, il suffit de regarder l'Histoire. Oui comme science universitaire récente. Un exemple. Si le conquistador Hernan Cortès était un de nos contemporains il serait un dirigeant des militaires guatémaltèques dans la pratique génocide ou un anthropologue leur désignant les cibles.

On dit que l'anthropologie est fille de l'impérialisme occidental, plus que «fille» elle a un bras du corps impérialiste. Les conquistadores firent des rapports *discreditaires* sur les «mœurs et habitudes naturels» afin de justifier l'expansion de «l'empire espagnol». Et avec orgueil ils affirmèrent qu'aucun empire jusqu'à ce jour n'avait été aussi puissant.

Étudier une société — l'organisation entre ses membres, sa pensée, son économie, son rapport homme-nature, etc. — pour mieux la dominer ou la détruire n'est pas un fait moderne. Analysons les lettres de Cortès (1519 à 1526) au roi Carlos V. Dans ses écrits nous observons deux thèmes généraux.

1) Descriptions de la nature et des sociétés.

a) Nature. Non seulement impressionnés par la découverte de l'or et de l'argent, les conquistadores furent fascinés par la flore, la faune et la géographie des pays, qu'ils ne connaissaient pas. Cortès et ses compagnons ne savaient pas ce qu'était un volcan «et parce que j'ai toujours voulu de toutes les choses de cette terre pouvoir faire à Votre Majesté une très particulière relation, je voulus de celle-là, savoir le secret, et j'envoyai dix de mes compagnons élucider le secret de cette fumée...»

b) Rapport entre les hommes. Les ethnologues, en étudiant une société, travaillent «sur le terrain» avec un ou plusieurs informateurs de la société observée. Cortès utilisa aussi ses informateurs et traducteurs, spécialement «la Malitzin» ou Dona Marina, née à Painala et qui vivait parmi les Mayas. Il résume le récit du pro-

pre Moctezuma — traduction à l'appui — sur l'histoire et les mythes de son peuple. Il saura utiliser ces données contre les mêmes Indiens. Les détails ne manquent pas quand il décrit l'organisation du marché, et aussi le système de communication, y compris les pictogrammes. «Les naturels nous semblaient d'une si grande intelligence et raison... que pour cette cause je croyais chose grave, en ce temps-là, de les obliger à servir les espagnols...» Cette reconnaissance n'empêchera pas «l'encomienda» (partage des terres et des Indiens). Une fois qu'il eut appris l'articulation socio-économique et politique des différentes sociétés — connaissance approfondie pendant la captivité de Moctezuma — le conquérant exacerba les conflits et divisions déjà existantes entre elles.

2) Domination et génocide. Cortès, dans un premier temps, établira des relations avec les chefs des villes, lesquels lui offrirent de l'or, des tissus fins, et leurs filles pour consolider des alliances. A son tour il leur demandait «obéissance à Sa Majesté». Après, «Pour donner l'exemple» il fera torturer et brûler les chefs : il chercha la tête du corps social pour mieux la couper. Les femmes et les enfants, marqués au fer, l'or, les produits agricoles, les animaux, etc. seront le butin à partager entre les soldats.

Sur ce point vous vous posez la question, et les Indiens ne luttèrent-ils pas ? Oui, et «très courageusement» selon les propres Espagnols. Pendant les guerres, les conquistadores visaient les symboles et ornements des chefs guerriers, et la consigne était de les tuer les premiers et de massacrer la plus grande quantité possible

de guerriers, tâche accomplie spécialement par les cavaliers. La technique de guerre consistait à charger à cheval et percer de coups de lance les yeux et la tête des Indiens. Elle reflétait la politique génocidaire : détruire les têtes des corps sociaux. Déjà vaincus, les guerriers d'une société seront utilisés contre une autre. (Aujourd'hui des Indiens sont arrachés de leurs communautés et intégrés à l'armée guatémaltèque pour lutter contre des paysans, des Indiens et les mouvements de libération).

Il ne suffisait pas, aux conquérants, de détruire et de soumettre « à sang et à feu » les Indiens, il fallait, en plus, abattre leurs dieux, effacer l'accumulation de connaissances, des sciences et des techniques... faire disparaître leur conscience historique.

C'est pour ces raisons que nous avons proposé, en introduction, un regard sur l'anthropologie comme pratique de domination. Une autre lecture. Abordons maintenant son aspect de science universitaire récente.

On associe cette discipline au colonialisme anglais, dans la conquête des Indes. Bien que le colonisateur anglais tolérât les structures des divers modes de vie — ce qu'il n'a pas fait avec les ethnies de l'Amérique du nord — sa politique était de « diviser pour mieux régner ». Cependant les premiers rapports ethnographiques (XIX^e siècle) font référence à des sociétés africaines.

C'est à la fin du XIX^e siècle que la « science de la domination » fait son entrée à l'université sous le déguisement d'anthropologie sociale. Les sociétés se transforment et les pays colonisés luttent pour leur libération. Mais les pays colonialistes ne veulent pas renoncer si facilement à tant de richesses, de matières premières et à une main d'œuvre aussi bon marché. Il leur faut quelqu'un qui assure leur intérêt et surveille la production : la bourgeoisie native, et les militaires. Pour contrôler les révoltes populaires, des recherches anthropologiques, entre autres, orienteront les plans de contre-insurrection. Cependant, les dominés s'organisent pour une appropriation réelle de leurs productions et leur histoire : ainsi le peuple guatémaltèque. L'armée de ce pays — soutenue par les multinationales et les gouvernements des États-Unis et Israël — a comme politique le génocide et l'éco-cide, destruction des hommes et de leur milieu. Face à cette situation plusieurs ethnies intègrent le mouvement de résistance, fait nouveau dans l'histoire des processus révolutionnaires en Amérique Latine.

Il n'existe pas de science neutre car ceux qui la réalisent sont des êtres humains. Être un outil des dominants ou des dominés c'est un choix idéologico-politique auquel n'échappent pas les anthropologues.

LEXIQUE
LEXIQUE
LEXIQUE
LEXIQUE
LEXIQUE
LEXIQUE
LEXIQUE
LEXIQUE
LEXIQUE
LEXIQUE



Action Catholique : Association créée en 1945 sur l'*Altiplano*, au Guatemala, par Monseigneur Rafael Gonzalez, avec pour objectif de contrôler les confréries indigènes.

Altiplano : Nom donné à la région nord-ouest du Guatemala, et dans laquelle se trouve concentrée la plus grande partie de la population indigène.

Boca Costa : Nom donné au versant de la *Sierra Madre* occidentale qui descend vers le Pacifique.

Caporal : Surveillant d'une *cuadrilla* de travailleurs temporaires dans les *fincas* ou dans les travaux publics.

Coban : Chef-lieu du département de Alta Verapaz. Peuple Kekchi.

Conquistadores : Nom donné aux aventuriers espagnols qui ont conquis l'Amérique Latine.

Corte : Tissu de couleurs variées que les femmes indigènes utilisent comme une jupe. Le *corte* est une partie du costume traditionnel guatémaltèque.

Cuadrilla : Groupe de travailleurs temporaires dans une plantation. Groupe de journaliers.

Chajul : Municipalité et chef-lieu municipal du département du Quiché. Peuple Quiché. Ce mot signifie aussi *ocote* en langue quiché.

Finca : Plantation de café, de coton, de canne à sucre, etc.

Guerrilleros : Partisans, combattants qui mènent une lutte de guérilla contre les dictatures d'Amérique latine et les forces armées régulières.

Huehuetenango : Chef-lieu départemental et département du Guatemala. Peuple Mam.

Huipil : Corsage brodé ou tissé que portent les femmes indigènes. C'est le haut du costume traditionnel, qui se porte avec le *corte*.

Kaibil : Soldat d'élite, entraîné à la contre-insurrection. « Tigre » en langue ixil.

Ladino : Actuellement tout Guatémaltèque qui — quelle que soit sa situation économique — rejette individuellement, ou par tradition culturelle, les valeurs indigènes d'origine maya. Le terme *ladino* implique aussi le métissage.

Machete : Grand coutelas utilisé en Amérique du Sud pour abattre les arbres, couper les tigres du maïs, etc.

Manzana : Mesure agraire équivalente à 16 *cuerdas*, c'est-à-dire : 0,7 hectare.

Marimba : Instrument de percussion composé généralement de trente touches en bois de *hornigo*, avec des caisses de résonance en bois ou en Calebasses. On frappe les touches avec des *baquetas*, petits bâtons terminés par des boules faites de caoutchouc.

Milpa : Terre cultivée de maïs.

Nahual : Ce mot désigne le double, l'*alter ego* animal, ou d'une autre nature, que, selon la tradition indigène, possède en lui tout être humain. Il y a une relation entre le *nahual* et la personnalité des gens. L'attribution du *nahual* implique la reconnaissance du nouveau-né comme partie intégrante de la communauté.

Nebaj : Municipalité et chef-lieu municipal du département de Quiché. Peuple Ixil.

Oriente : La partie la plus à l'est du Guatemala, c'est-à-dire les départements de Zacapa, Chiquimula, Jutiapa et Santa Rosa, majoritairement peuplés de *ladinos*.

Pobladores : Habitant des *poblaciones*, bidonvilles aux alentours des villes.

Quetzal : Monnaie du Guatemala, divisée en cent unités (centimes).

Santa Rosa Chucuyub : « Santa Rosa en face de la colline » : mot hybride hispano-quiché. Village dépendant de la municipalité de Santa Cruz del Quiché, dans le Quiché.

Tamal : Gâteau de pâte de maïs enveloppé de feuilles de maïs ou de bananier et ensuite cuit. Il peut être rempli de légumes et de viande.

Tecun Uman : En quiché : Tecum Umam (petit-fils du roi). Un des quatre seigneurs de la maison royale Cawek, qui fut capitaine général des forces quichés. Il mourut en 1524 en combattant contre les troupes de Pedro de Alvarado, dans les plaines de Quetzaltenango. Il avait pour *nahual* le *quetzal*, qui, selon la légende, s'est envolé de lui au moment où il mourut au combat.

Tortilla : Galette de maïs qui constitue la nourriture des peuples d'Amérique centrale.

Uspantan : Municipalité et chef-lieu municipal du département du Quiché. En quiché : « bonne charge ».

Yuca : Yucca, plante liliacée, manioc.



Le Popol Vuh présente trois parties. Tout d'abord une description de la création et de l'origine de l'homme. La seconde partie relate les aventures des jeunes demi-dieux, Hunahpu et Ixbalanqué et, enfin en troisième partie, des informations sur l'origine des peuples indiens du Guatemala, leur répartition sur le territoire, les guerres et la prédominance de la race Quiché peu avant la conquête espagnole en 1524.



Au début, tout était ténèbres et silence : ni homme, ni animal, ni arbre, seul existait le ciel. Il n'y avait que les deux progéniteurs plongés dans l'eau et masqués par des plumes vertes et bleues (du Quetzäili en nahuatl). Ils réalisèrent clairement pendant leur méditation, que l'apparition de l'homme devrait se faire au lever du monde. Quand les progéniteurs s'aperçurent, après quelques tentatives, qu'il n'était pas possible à l'homme de parler, ceux-ci déclarèrent : « Il n'a pas été possible qu'il dise notre nom à nous ses créateurs ; cela ne va donc pas. Essayons encore car le jour et l'aurore approchent. Faisons qu'il nous vénère et nous alimente ; car autrement, comment ferons-nous pour être invoqués et pas oubliés sur la terre ? »

Ils entreprirent alors la création de l'homme modelant sa chair dans la terre

et la boue. Mais ils virent que cela n'allait pas car ces hommes se défaisaient, étaient mous, sans mouvements ni force, tombaient, n'arrivaient pas à bouger la tête qui partait d'un côté ou de l'autre et ils étaient aveugles. Au tout début, l'homme parlait mais n'avait pas la raison.

Alors, les créateurs s'aperçurent qu'ils ne pouvaient se mouvoir, ni se reproduire. Ils demandèrent conseil aux devins, les grand-parents du jour et de l'aube : Ixpiyacoc et Ixmucané qui leur dirent : « Faites ainsi. Répandez la chance avec vos graines de maïs et de tzité, et l'on saura s'il est nécessaire de tailler la bouche et les yeux des hommes dans du bois. En commençant leur incantation, ils déclarèrent : « Rapprochez-vous, copulez ! Parlez que l'on vous entende ! Dites s'il convient d'associer le bois au maïs, dites-nous enfin si cet homme en bois est celui qui doit nous servir et nous alimenter quand les ténèbres seront levées et que le jour naîtra. Et sur le champ, les pantins furent façonnés dans le bois : ils ressemblaient à l'homme, parlaient comme l'homme et peuplèrent la surface de la terre. Ils vécut et se multiplièrent : les poupées-bâtons eurent des fils et des filles, mais ils n'avaient ni âme ni raison. Ils ne se souve-

naient pas de leurs créateurs et marchaient sans but, à l'aventure. C'est pourquoi, ils tombèrent en disgrâce.

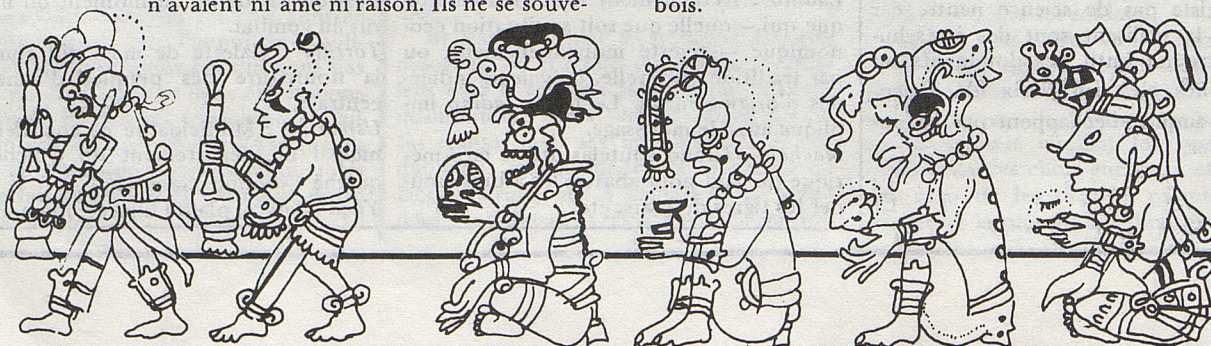
Ce ne fut qu'un essai, une tentative pour créer des hommes. Au début, ils parlaient mais leur visage était craquelé, leurs pieds et leurs mains étaient sans consistance, ils n'avaient ni sang, ni chair, ni liquide, ni épaisseur ; leurs joues étaient flasques, leurs pieds et leurs mains secs et la peau, jaune.

C'est pourquoi les hommes ne songeaient pas à leurs créateurs, eux qui leur avaient donné la vie et s'étaient occupés d'eux.

Ainsi furent les premiers hommes qui existèrent en grand nombre sur la surface de la terre.

Puis très vite ces poupées-bâtons furent anéanties, détruites, désagrégées et moururent.

Et l'on dit que leur descendance fut établie par les singes qui vivent dans les forêts aujourd'hui. Ils sont la réplique de ces hommes parce que leur chair fut faite en bois par les créateurs. C'est pour cette raison que le singe ressemble à l'homme ; c'est la preuve d'une génération créée, formée, qui n'était que des pantins de bois.



UNE OCCASION RATEE

Il est des endroits du monde que l'on connaît si peu qu'un film, rien qu'un film peut prendre une importance considérable. C'est le cas du Guatemala, c'est le cas du film «El Norte».

Pour ce pays d'Amérique Centrale, rares sont les informations dans les médias françaises. Aussi un film à grand public, dont les deux principaux protagonistes sont des Guatémaltèques, peut-il être amené à jouer un rôle déterminant.



Nombreux ont été les médias français faisant mention de ce petit événement cinématographique. Abordé de différentes manières selon les auteurs des articles, l'unanimité a été quasi générale pour inviter le public à ce film «à voir». Et également pour rappeler avec honnêteté que le Guatemala n'est pas seulement «un village aux couleurs chatoyantes» mais que «l'oppression d'un régime militaire pèse sur le village» en question (1).

Il en est pourtant pour qui une quelconque éthique de l'information est bien le moindre de leurs soucis. A croire qu'il existe peut-être des critiques se faisant fort d'une plume acerbée sans avoir pu si ce n'est comprendre l'œuvre, au moins la voir. Ainsi peut-on être surpris de rencontrer dans une critique de prime abord professionnellement cinématographique, un jugement de fond des plus insidieux. Quelques mots au détour d'une phrase — «pour cause de guérilla» (2) — et l'insinuation est lâchée, ambiguë et frisant par là-même la mesquinerie.

Ambiguë parce que ne dépassant pas le «pour cause de maladie». Ambiguë car ne précisant pas si les deux jeunes héros guatémaltèques ont quitté leur village parce que terrorisés par une armée génocidaire qui recherche le frère coupable du meurtre d'un soldat ; ou parce qu'obligés de partir par crainte de la guérilla. Ambiguïté qui, au vu du manque d'information régnant autour du Guatemala et des articles précédemment passés dans ce quotidien, tient au moins de la maladresse.

Le film, pour sa part, est cependant des plus clairs. La première partie nous montre des paysans indiens tentant de s'organiser face à l'oppression des grands propriétaires fonciers : le père est décapité, la mère enlevée par les militaires. Et pour ceux qui auraient oublié les raisons

Avant même d'être un film (très moyen), *El Norte* est déjà une épopée et une anomalie. Produit de l'acharnement d'une productrice indépendante (Anna Thomas, également co-scénariste) et de son mari (Gregory Nava, le réalisateur), *El Norte* est avant tout la démonstration exemplaire qu'un indépendant qui vise haut peut réussir. Ils voulaient pour leur film les moyens nécessaires à un film «cher» (eu égard à leur petit statut), il les ont eus. Ils devaient impérativement tourner la première partie du film au Guatemala en dépit d'un contexte géographique et politique particulièrement hostile, ils l'ont fait. Il leur fallait convaincre la critique d'outre-Atlantique de ne pas les laisser tomber, elle les a soutenus. Il leur fallait encore un succès public sous peine de voir leur avenir financier virer au cauchemar, ils l'ont eu. Voilà déjà de quoi être satisfait.

D'autant que, au-delà du tournage et du montage financier, le scénario lui aussi promet une histoire épique. Le «Nord» en question, c'est bien sûr les Etats-Unis, auxquels rêvent deux enfants guatémaltèques. Ils

l'imaginent comme un Eldorado à l'envers, un monde prodigieux et ruisselant de richesses : Rosa (Zaide Silvia Gutierrez) et Enrique (David Villalpando), condamnés à fuir leurs montagnes pour cause de guérilla, partent vers El Norte, traversent les pires épreuves (le passage de la no man's land qui sépare les USA du Mexique restant l'un des meilleurs Moments du film : «la frontière, c'est la guerre») et y parviennent enfin. Après quelques mois de clandestinité, ils semblent s'y intégrer. Illusion : la mort, le désespoir et l'abandon concluent l'aventure. Du Sud au Nord, on ne passe jamais entier.

Le problème, c'est que toutes ces bonnes choses ne font pas un bon film : *El Norte* ne dépasse que rarement ce stade de projet digne et compassé ; courageux mais plat et trop timide, comme paralysé par l'audace véritable qui a conduit Gregory Nava et Anna Thomas à concrétiser leur folle ambition. Et comme souvent dans ces cas-là, la seule issue possible reste l'académisme : *El Norte* s'y engouffre désespérément.

O. St.

du départ des deux enfants, la tête du père suspendue sadiquement à une branche d'arbre vient nous les rappeler en dernière image de la projection.

Mais il y a un pas à franchir entre un film à grand public et la réalité. Un pas à franchir entre ces deux heures et demie de cinéma et la lecture du dernier bilan d'Amnesty International pour l'année

1984. Le Guatemala y est cité en tête des pays où sévit le phénomène des «disparitions». Et cela certainement pas «pour cause de guérilla». □

(1) Voir, entre autres, «Télérama» numéro 1829 du 30 janvier 1985, «Le Monde» du 1er février 1985.

(2) «Libération» du 31 janvier 1985.

L'INDIEN GUATEMALTEQUE :

CINQ CENTS ANS DE LUTTE S

Manuel Jose Arce

Pour le conquistador espagnol, le Guatemala actuel apparaissait comme une mosaïque de petites nations indépendantes et autonomes. La grande culture maya, pour échapper à la domination militaire toltèque, s'était divisée et multipliée. Chacune de ses minuscules nationalités (quiché, kachikel, tzutuhil, etc.) avait engendré ses propres traits culturels, système de convivialité. Habiles et violents politiciens, les conquistadors surent se protéger des conflits existant entre certaines de ces nations, de la même manière qu'ils profitèrent des luttes entre Aztèques, Tlaxaltèques, Mexicas et autres nations, au Mexique.

Une fois la conquête achevée, le terme d'«indien» unifia momentanément, sous le fouet et la chaîne, tous les habitants originaires du nouveau monde qui survécurent au génocide ; cela grâce à l'erreur de Christophe Colomb, ces terres étaient les «Indes» et ses habitants, les «Indiens». Si l'Histoire s'était passée de façon inverse, et que les Mayas, les Aztèques et les Incas, cherchant la route de la Chine, avaient découvert et conquis l'Europe, ils auraient appelé ce continent la «Chine orientale» et «Chinois», tous les habitants, qu'ils fussent grecs, espagnols, français, russes ou britanniques...

L'horreur de la conquête et la terreur de la colonisation ne sont pas parvenues à anéantir l'identité de ces nations descendant des Mayas ; non par manque de bonne volonté des dominateurs, mais à cause de l'esprit de rébellion des peuples assujettis.

La défense de l'identité de chacune de ces nations a été un long travail de fourmis durant cinq siècles ; cela à travers une immense variété de méthodes de destruction et de négation exercées par ceux qui avaient à leur service l'appareil de l'État, l'élaboration des lois et le monopole de la violence armée.

Opération «civilisatrice», «évangélisatrice» ? Ni l'une, ni l'autre. La barbarie du conquistador a tenté de détruire toute la richesse culturelle de ces peuples. Les grandes bibliothèques indiennes furent la proie des flammes, à tel point qu'il ne reste au monde que trois *Codex* de toute la région maya. Le théâtre indien fut interdit par l'Inquisition, en tant que rite démoniaque. Il ne reste dans le monde qu'un exemple unique de théâtre précolombien : conservé dans la clandestinité pendant trois cents ans de colonisation, le «Rabinal Achi» fut découvert bien après l'indépendance par l'abbé Brasseur de Bourbourg. Les mathématiques mayas étaient bien plus avancées que celles d'Eu-

rope (avec un système vicésimal à trois caractères seulement, dont l'un était le symbole «zéro» de l'abstraction), leurs connaissances astronomiques sophistiquées et leur système de mesure du temps bien plus précis que le vieux calendrier grégorien. Et tout fut détruit au nom de la «civilisation».

Quant à l'Évangile, il fut le prétexte commode de la domination militaire, politique et économique ; ainsi, quand les voix de Bartolomé de las Casas et d'autres prêtres s'élevaient avec une interprétation juste de l'Évangile, elles étaient non seulement étouffées, mais encore raillées et poursuivies par les «encomenderos», les autorités et les membres de l'Église complices des dominateurs.

NI CIVILISATION NI ÉVANGILE

Après l'indépendance, il n'y eut aucune véritable modification dans la pyramide élaborée par les conquistadors espagnols. Les changements ne sont apparus qu'au sommet : le pouvoir passe des autorités espagnoles aux créoles, c'est-à-dire aux descendants d'Espagnols nés au Guatemala ; lors de la Révolution libérale, il passera aux mains de la bourgeoisie métisse. Le capitalisme ne présente pas le caractère dynamique existant dans d'autres nations : c'est un capitalisme tardif, de «terrantiens latifundistes», un capitalisme national immédiatement en connivence avec le capital d'investissement nord-américain et allemand. Après la Première et la Seconde Guerre mondiale, il se soumet totalement au capital impérialiste des États-Unis.

Conservateurs du XIX^{ème} siècle, libéraux de la fin du XIX^{ème} et du XX^{ème} n'ont pu qu'à continuer et perfectionner le style d'exploitation établi par les conquistadors et les colons espagnols des XVI^{ème}, XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, s'allier pour le pillage avec l'empire du nord.

Exceptée la période démocratique entre 1944 et 1954, l'esclavage n'a fait que changer de nom : la «loi contre le vagabondage» de 1871, la «loi de voirie» à l'époque d'Ubico (1930-1944), les «villages modèles» et les «pôles de développement» de nos jours.

Pourtant on peut affirmer que la barbarie criminelle des conquistadors, les flots de sang sont gravés dans les mémoires de façon indélébile : le nom donné au fleuve Equijel («la rivière de sang» à cause de ses eaux qui se teintèrent véritablement de sang suite à la bataille de Pinal en 1524), l'incendie de la ville de Utatlan et tant d'autres atrocités. Cette barbarie n'a été égalée et même dépassée qu'à partir de 1977, quand la nouvelle politique de massacres a été entamée sous le gouvernement du général Kjell Eugenio Laugerud Garcia avec la boucherie de Panzos : quelque cent cinquante personnes venues en famille (hommes, femmes, vieillards et enfants) sont mitraillées de sang-froid sur la place du village de Panzos. Elles avaient été invitées à se présenter aux autorités avec la promesse de recevoir les titres de propriété qui leur avaient été arrachés par les hauts cadres de l'armée : les fosses communes étaient prêtes depuis plusieurs jours.

Le gouvernement suivant du général Romeo Lucas Garcia pratiqua quotidiennement les massacres d'Indiens : plus de 13 500 assassinats eurent lieu durant cette période. Puis le régime du général Jose Efraim Rios Montt perfectionna la méthode : il eut recours aux bombardements au napalm, suivis de l'exécution des survivants à la mitrailleuse et à la machette, sans tenir compte du sexe, de l'âge ou de l'état des personnes : nouveaux-nés, femmes enceintes, vieillards. Actuellement la politique de massacres n'a pas cessé : on fait constamment état de la découverte de nouveaux cimetières clandestins. Mais le phénomène revêt

Traduit par Catherine ARNALDI

SANS TREVE

des traits nouveaux : la mise en place de camps de concentration appelés «villages modèles», qui ne sont en fait qu'une version des «hameaux stratégiques» du Viet-Nam.

Ont été décrétées la persécution de tous les Indiens qui tenteraient de vivre comme les gens des villes, librement, dans les régions de l'Altiplano, et conséquemment leur réclusion dans les camps de concentration. Là, le travail est obligatoire et forcé, et seulement rétribué par de misérables rations alimentaires. Les langues indiennes et les traits d'identité culturelle sont poursuivis, les rituels religieux ont été substitués par des sessions d'endoctrinement idéologique et de «lavage de cerveau». On oblige les prisonniers à réaliser des tâches policières à l'encontre d'autres prisonniers au moyen des «patrouilles civiles» formées de prétendus *volontaires*; ceux qui refusent de se présenter comme «volontaires» sont torturés et passés par les armes. Une fois de plus, on tente de détruire l'identité et la culture de ces peuples. Une fois de plus, on retourne à l'esclavage et au sacrifice humain. Et au nom de quoi ? Sous quel prétexte ? Aujourd'hui comme hier, au nom de la «civilisation» et de l'«Évangile».

Pour les exploités il ne s'agit pas, bien entendu, de civilisation mais du pillage des richesses naturelles du pays (nickel, pétrole, uranium, thorium, cuivre, argent, mercure et autres minerais, tout comme le travail humain dans les grandes plantations de l'industrie agro-exportatrices de café, coton, cardamome, banane, canne à sucre, caoutchouc, bétail...). Là coïncident et s'associent les intérêts de la nouvelle oligarchie militaire qui contrôle économiquement et financièrement le pays et ceux des entreprises multinationales nord-américaines telles la Hanna Mining, la Del Monte, la Standard Brands, nouvelle branche de la fatidique United Fruit Compagnie, dont les représentants ne sont plus les frères Foster Dulles ou M. Henri Cabot-Lodge (RIP), mais de nouveaux personnages comme le général Alexander Haig ou l'ambassadeur itinérant des États-Unis en Amérique centrale, Richard Stone, qui de plus est un *avocat à la solde* de l'entreprise bananière du Guatemala Bandega, subsidiaire de Del Monte USA.

Ni l'Évangile, ni même la défense de la «culture occidentale chrétienne» ne peuvent être invoquées comme justificatif de la politique gouvernementale ; même si le



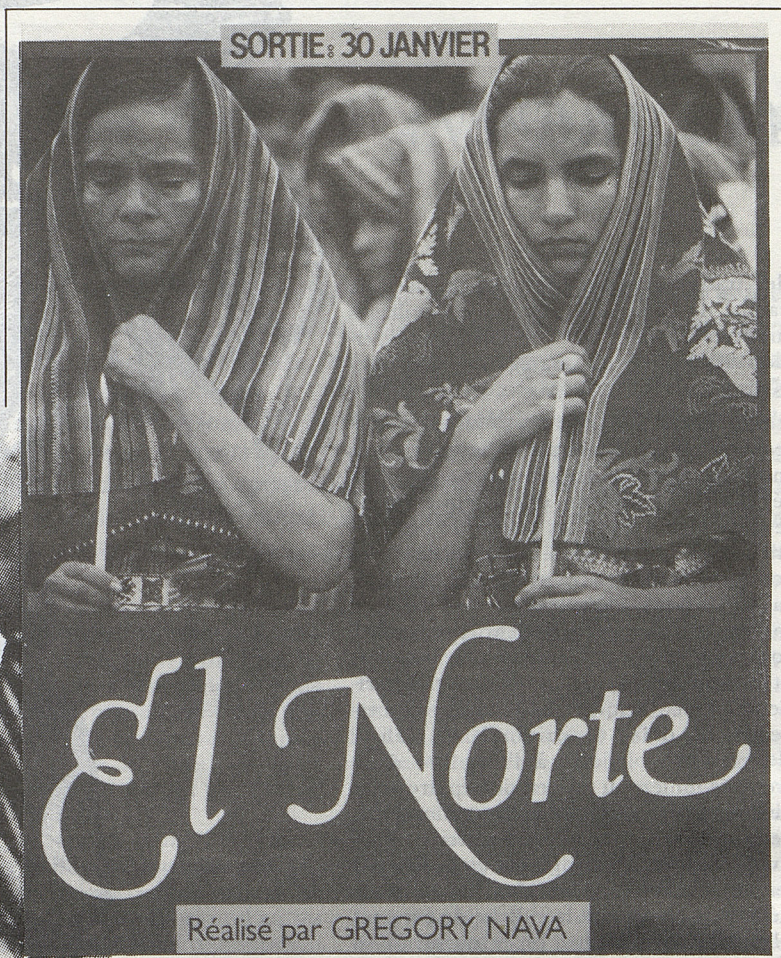
général Rios Montt, pasteur de l'Église fondamentaliste et «pontife» de la secte du Verbe, a voulu donner à l'action gouvernementale le caractère d'une croisade d'évangélisation à coup de fusils. Chaque fois qu'un prêtre, un catéchiste, une religieuse ont tenté de défendre un Indien, l'unique réponse du gouvernement a été l'enlèvement, les tortures et l'assassinat. Les diocèses de Quiché et de Escuintla ont du être fermés par l'Église, à cause de la persécution officielle. Le nombre de curés, pasteurs et catéchistes assassinés est désormais digne d'un sérieux travail de statistiques.

Il s'agit en fait d'un plan minutieux de destruction de l'identité culturelle de la nation. Il s'agit de faire du Guatemala un «sous-pays», sans mémoire collective ni dignité nationale ni caractère propre ; un pays prêt à s'insérer sans résistance aucune dans l'engrenage de l'exploitation totale, du pillage absolu et de l'esclavage généralisé. Cependant, cinq siècles n'ont pas suffi pour effacer la spiritualité de l'Indien guatémaltèque. Cinq cents ans n'ont pas suffi pour détruire la personnalité digne et rebelle d'un peuple qui a su se maintenir libre malgré les chaînes. Dans les camps de réfugiés au-delà de la frontière mexicaine, les survivants ont réinventé la vie. Dans les camps de concen-

tration de l'armée d'occupation qui gouverne le Guatemala, les prisonniers s'organisent et résistent de mille façons d'autant plus subtiles que les méthodes répressives sont brutales. Et la vieille culture des Mayas s'amincit sans se briser, devient un fil de souvenirs ; elle se tisse de paroles chuchotées, s'enfonce dans le silence complice de la liberté et de la lutte, courageusement, pour échapper à la négation systématique.

L'indien guatémaltèque sait qu'il est l'heure de semer quand la semence devient clandestine et se cache sous la terre. Il sait aussi que la récolte devra arriver à son heure, sans frein possible, longeant les murs et les rochers. L'Indien sait depuis très longtemps que le soleil ne se cache jamais définitivement. Et s'il a résisté au génocide de la conquête il y a cinq cents ans, il est en train de résister aujourd'hui avec plus d'énergie, avec davantage de détermination, plus de conviction, parce qu'il sait que sa lutte n'est pas isolée dans le monde : de nombreux peuples triomphent de mille manières chaque jour, beaucoup d'êtres humains sont en train de construire la liberté. Et il n'y a pas mille libertés. Il n'y en a qu'une : la liberté de tous les êtres humains.

A l'occasion de la sortie du film *El Norte*, le Collectif Guatemala a sorti un tract dénonçant le régime génocidaire. Il est diffusé régulièrement dans les salons pour toute intention de diffusion à Paris et en province.



LA PEUR ET L'ESPOIR

«Je tenais à montrer les liens entre les guerres et l'exode des émigrants, entre une histoire contemporaine et un voyage qui signifie pour les Indiens du Guatemala l'abandon progressif de leurs propres valeurs culturelles. Ils sont attachés à leur terre mais très isolés, brimés, exterminés. Alors ils partent vers la Californie, porte du rêve américain. Ils sont des milliers à échouer sur une fausse «terre promise».

Gregory NAVA, *Le Monde*, 1er Février 1985

C'est à partir des premières applications de la politique de «terres brûlées» en 1981 que la population guatémaltèque a commencé à quitter le pays. Plus d'un million de personnes ont été expulsées de leur terre, de leur pays, par la terreur militaire : massacres, tortures, viols, enrôlement forcé, pillage... Si Gregory Nava n'a pas axé son film sur le phénomène massif que représente l'exode guatémaltèque, son film dénonce bien les pratiques de

l'armée vis-à-vis de la population paysanne indienne.

L'ILLUSION DU NORD

A travers une histoire fiction, celle de deux jeunes Indiens émigrant à Los Angeles, c'est le regard que refusent de porter les médias vers une situation tragique peu dénoncée. Du sud au nord, le chemin se ré-

trécit, les barrages se font plus féroces et la ville-lumière de San Diego apparaît bien comme l'Eldorado à la sortie du tunnel.

La deuxième partie du film est consacrée à l'«intégration» dans cette société américaine dont la caricature fait à la fois rire et frémir. Le choc de deux cultures complètement étrangères. La domination de l'une ne s'impose à l'autre que par l'argent, l'embauche, les papiers. En termes de valeurs humaines, les rôles changent et les primitifs nous donnent une leçon de beauté, d'amour et de solidarité dans les situations les plus diverses.

Pour le travailleur clandestin qu'Enrique décide de rester à la fin du film, l'avenir est noir : *«Mexicains ou Indiens, dit Gregory Nava, ils sont tous pareils pour la population non-hispanique. On se sert d'eux comme main-d'œuvre au noir. Ils font les tâches les plus rebutantes. Ils sont considérés comme des ombres. Arrivés là illégalement, ils peuvent être renvoyés à n'importe quel moment par les services de l'immigration.»* □

VOIX DU SILENCE

Le 21 novembre 1984, l'émission d'Antoine Spire sur France-Culture prêtait la parole sur le Guatemala ses poètes et ses écrivains, à différentes personnalités*. Arturo Taracena, historien et écrivain, répond à un certain nombre de questions sur la situation de répression dont souffre le monde intellectuel guatémaltèque.

«J'ai cinq enfants, cinq chemins ouverts, cinq jeunesses, cinq floraisons, et bien que je porte la douleur de cinq blessures, la menace de cinq morts, ma vie grandit tous les jours» (Alaide Foppa)

Que sait-on de ce grand écrivain guatémaltèque disparu ?

Alaide Foppa est portée disparue le 19 décembre 1980, après être rentrée au Guatemala. Elle vivait au Mexique avec son mari et ses enfants. Elle avait dénoncé la situation que vit la femme guatémaltèque, la situation de répression. C'est la raison pour laquelle l'armée du Guatemala l'a fait disparaître.

Le Guatemala a une triste réputation : c'est justement d'être le pays où il y a le plus de disparitions d'intellectuels. On cite les employés de l'Agence internationale de développement qui ont été carbonisés, la situation de répression. C'est la raison pour laquelle l'armée du Guatemala l'a fait disparaître.

La répression contre les intellectuels fait partie de tout un programme de répression établi par l'armée guatémaltèque. Il a commencé en 1966 avec ce qu'on appelle la première vague de violence massive : 28 intellectuels sont alors portés disparus, et le mot «desaparecido» a alors pris toute son ampleur. En 1970, la revue *Alero* de l'Université Nationale dédie un numéro spécial sur ce qu'elle appela «la génération des disparus» : deux des plus grands poètes guatémaltèques Otto René Castillo et Roberto Obregon trouvent la mort en 1966 et 1970.

Ce qui frappe le plus quand on examine la situation du Guatemala, c'est justement ces disparitions, ces assassinats extrajudiciaires. Au fond, c'est l'utilisation d'espèces de brigades de voyous armés qui travaillent semble-t-il pour le ministère de l'Intérieur et qui touchent à ces intel-

lectuels qui s'expriment à travers les droits de l'homme ?

Dans l'histoire judiciaire guatémaltèque, il n'y a pas de cas de personnes qui auraient été jugées pour s'être rendus coupables d'actions violentes contre la population guatémaltèque. A tel point que quand Amnesty International a commencé à s'intéresser au Guatemala, elle a du trouver une formule nouvelle dans sa politique d'adoption de prisonniers puisqu'il n'y a pas de prisonniers politiques au Guatemala : l'adoption de disparus.

Que font les intellectuels face à cette répression, est-ce qu'ils s'organisent ?

Oui, par exemple dans l'université de San Carlos ils ont trouvé un moyen d'expression. C'est pour cela que l'université a été aussi touchée : on compte maintenant deux recteurs, quatre présidents de faculté et au moins deux cents professeurs tués ou disparus dans cette université.

Ce sont souvent les intellectuels qui ont des liens avec la population rurale qui sont frappés, des agronomes, etc.

C'est exact. Le Guatemala est composé d'une population rurale pour 65%. L'intelligensia du monde rural guatémaltèque ce sont surtout les maîtres d'école de la «primaria» (égale de l'école primaire) qui ont fortement subi la répression. Ils sont un facteur de politisation. Ainsi que ceux qu'on appelle les aveugles de la parole, chrétiens qui alphabétisent à travers la Bible. Ces deux secteurs ont été beaucoup plus touchés que l'intelligensia urbaine.

Vous-même en tant qu'écrivain avez écrit un texte qui s'appelle l'éveil.

Ce texte est dédié à Juan Luis Molina qui était un jeune philosophe guatémaltèque, ami intime ; il a été appréhendé par la police en janvier 1971. On a dit qu'il avait été jeté vivant dans le cratère d'un volcan. □

*Arturo Taracena, historien, écrivain, Camilo Ospina, membre de l'Association des travailleurs de la Culture du Guatemala (ATCG), Luis Aceituno, écrivain, et Elisabeth Burgos, auteur de *Moi*, Rigoberta Menchù (chez Gallimard).



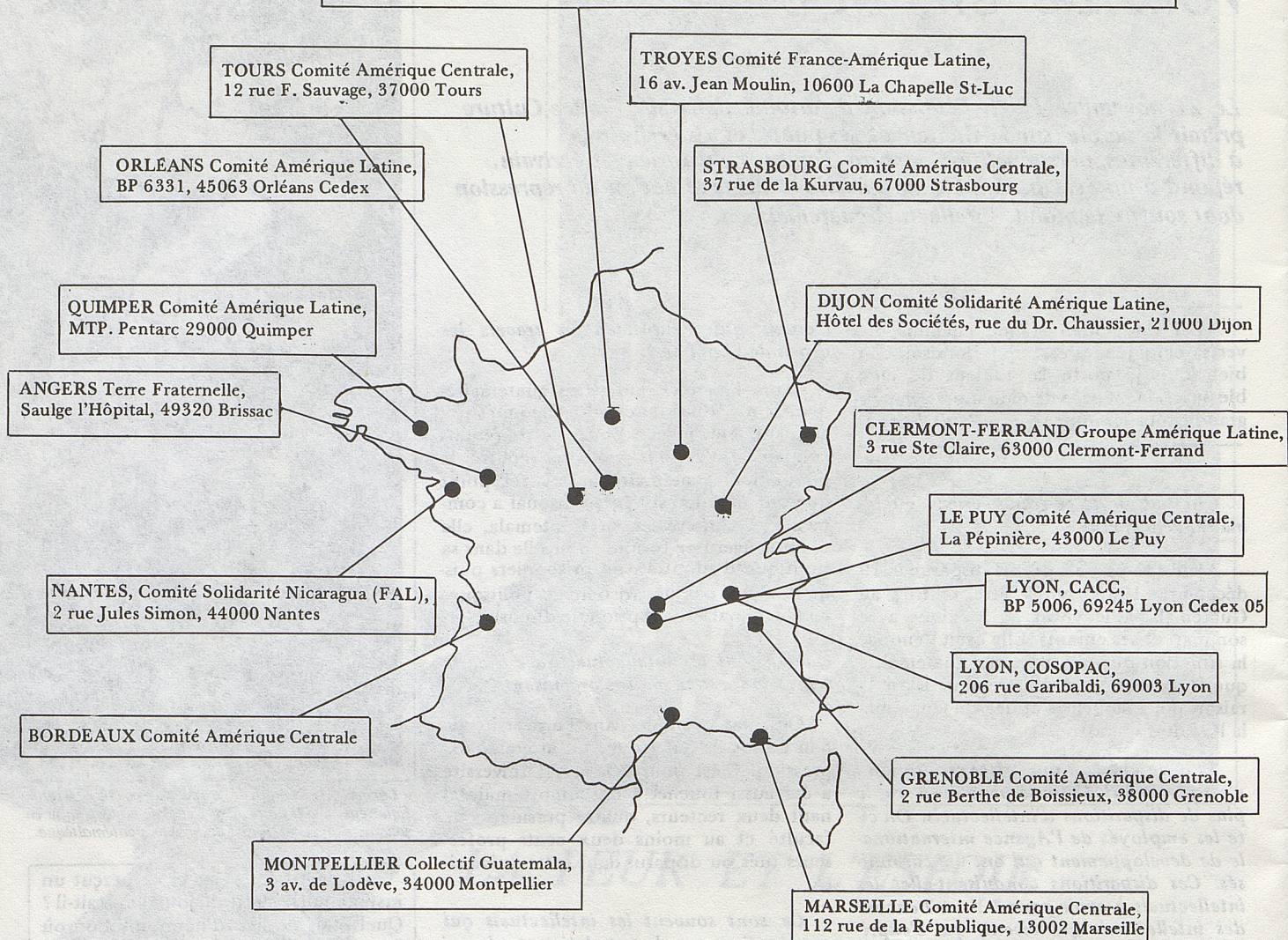
«Larmes de sang, l'âge de la colère» (Quito, Equateur, 1974) du peintre Eduardo Guayasamin en solidarité avec la lutte du peuple guatémaltèque.

«Il ouvrit les yeux et ne perçut un instant que la clarté du jour. Où était-il ? Quel était ce lieu d'harmonisation où terre et ciel harmonisaient comme une transparence. Il se crut mort. Un dé clic métallique lui fit comprendre qu'il n'en était rien. Il rampa. Près des éboulis, il découvrit qu'il était au bord d'un versant. L'air s'agita, remuant de lourds pressentiments. Il comprit que dans ce pays, l'irrévocable n'est pas tant la mort que l'affrontement violent avec celle-ci. Il regretta les hauts plateaux de son enfance, la toute petite fille, la solitude de la mère ? La consternation des camarades. Il accepta l'idée que la mort est la même, rencontrée sur les hautes terres ou dans les profondeurs d'un lac. L'idée du temps se fissura, désormais inutile. Terrorisé, il assista à la désintégration des éléments. Devant ses yeux défilèrent ses souvenirs, taches obscures sur une toile floue. La détonation brève marqua son réveil. Sur son front le petit point rouge vif éclaircit le sens secret de ce jeu d'ombre. Là-bas, sur le volcan, un autre matin se dressait.»

A. Taracena

CONTACT SOLIDARITE GUATEMALA EN FRANCE

PARIS Comité Français de défense des droits de l'homme au Mexique, 1 rue Montmartre, 75001 Paris
 PARIS Coordination des Comités latino-américains, même adresse que ci-dessus
 PARIS Collectif Guatemala, 67 rue du Théâtre, 75015 Paris



1984, COMPTES DE RESULTAT

Pour la première fois, le Collectif Guatemala de Paris vous présente ses comptes. Réalisée dans un souci de transparence cette présentation sommaire nous permettra d'adapter une meilleure gestion de notre activité, afin de participer financièrement au développement de la lutte du peuple guatémaltèque.

En 1984, notre perte nette est égale à 5 000 francs soit 9% de nos dépenses totales. Elle est notamment due au déficit du bulletin *Solidarité Guatemala*. Globalement, ce dernier est à l'origine de près de 50% de nos dépenses et 45% de nos recettes.

Nos frais de fonctionnement sont essentiellement constitués du loyer, des photocopies et des dépenses PTT. Au total, ils représentent 15% des charges totales. C'est certainement un chiffre sous-

évalué, surtout que 25% de ces frais de fonctionnement représentent les dépenses liées à la participation française à la dernière coordination européenne à Francfort, au mois de septembre 1984.

Côté recette, il faut souligner l'importance des éléments exceptionnels qui rendent compte de l'activité militante du Collectif Guatemala (fêtes, dons, etc.). Remercions à ce propos le groupe de musiciens guatémaltèques Kin Lalat à qui nous devons une très bonne soirée et un soutien financier exceptionnel ainsi que nombre d'associations donatrices.

En définitif, si l'ensemble de ces éléments soulignent notre fragilité financière, ils ont montré qu'un développement financièrement équilibré est possible à partir du moment où les objectifs en la matière peuvent être précisément définis. □

Abonnez-vous

AMERIQUE CENTRALE

en lutte

A envoyer avec votre adresse
 à *Amérique Centrale en Lutte*
 68 rue de Babylone - 75007
 Paris

Solidarité, mode d'emploi



CAMPAGNE REFUGIES

Un dossier complet sur les réfugiés guatémaltèques au Mexique est disponible depuis le mois de décembre au prix de 15 Frs. l'exemplaire.

Deux principes ont gouverné sa confection :

- l'information sur les raisons et les conditions concrètes du refuge au Mexique de milliers de paysans indiens guatémaltèques

- la solidarité dans ce que les réfugiés expriment et condamnent en apportant leur expérience propre de lutte contre la dictature scientifique guatémaltèque.

Aujourd'hui, il s'agit de défendre le droit d'un peuple à exister, à résister à la fantastique entreprise de destruction à laquelle il doit faire face :

- au Guatemala : en dénonçant de plus en plus haut et de plus en plus fort les violations des droits de l'homme au quotidien.

- au Mexique : en agissant afin que les droits fondamentaux de ces peuples paysans indiens soient respectés.

Diverses initiatives concrètes sont proposées à la fin de ce dossier (diffusion d'une carte, artisanat...).

Nous vous invitons solidairement à y participer en prenant en charge dans un premier temps la diffusion de ce dossier au niveau local.

Sommaire :

- Chronologie du refuge
- La population sous contrôle militaire
- Côté Mexique
- Transfert à Campeche
- Témoignage
- Interview d'A. Zinzer

Des supports à la campagne / matériel / questionnaire / revue de presse.

ASSEMBLEE GENERALE DU COLLECTIF GUATEMALA FEVRIER 1985

Les repères d'analyse dont nous sommes partis :

- la situation interne au Guatemala,
 - l'environnement international,
 - notre insertion dans la réalité sociale et politique française,
- nous amènent à tirer les conclusions suivantes :

- Notre travail doit s'inscrire dans une perspective à long terme, à l'abri et à l'affût des inflexions conjoncturelles.

- Nous devons resserrer et développer nos liens avec l'ensemble du mouvement de solidarité et les organisations tiers-mondistes, humanitaires, de défense des droits de l'homme, etc.

- Notre incapacité à faire descendre les gens dans la rue doit être récompensée par notre capacité à monter dans les bureaux, là où s'élabore l'information et se façonnent les idées.

En somme nous croyons que la ba-

UN DOSSIER COMPLET SUR LES REFUGIES EST DISPONIBLE A PARTIR DU MOIS DE DECEMBRE. Au prix de 15 F. l'exemplaire. Il traite de :

- l'histoire du refuge
- ses conditions actuelles
- les modalités concrètes de Solidarité

Commandez-le au Collectif Guatemala.

AMNESTY INTERNATIONAL A POISSY

Dans le cadre de l'action d'Amnesty International contre les disparitions, un membre du Collectif Guatemala de Paris est intervenu pour apporter un témoignage, au cours d'une réunion publique d'information sur le Guatemala, le 25 janvier dernier.

Cette réunion était organisée par le groupe d'Amnesty de Poissy / Saint-Germain qui travaille actuellement sur un dossier concernant l'une des vingt-sept syndicalistes de la Confédération nationale du travail (CNT), arrêtée le 21 juin 1980.

Une cinquantaine de personnes ont assisté à cette réunion dont la première partie consistait en un montage audio-visuel sur l'histoire de la répression au Guatemala. Suivaient le témoignage et les questions posées par l'assistance.

taille de l'INFORMATION, la bataille de l'IMAGE, la bataille de la CRÉDIBILITÉ, sont au moins aussi importantes en ce moment que les batailles sur le terrain militaire et social qui se livrent actuellement en Amérique Centrale.

Et ceci est d'autant plus vrai que notre travail s'inscrit dans une perspective internationale.

- La dictature militaire du Guatemala semble avoir compris ceci. Son offensive sur le terrain politique et diplomatique en est la preuve. Notre riposte doit être claire : LES TERRORISTES CE SONT EUX.

Le travail sur les droits de l'homme, sur les disparus et sur les réfugiés prend ainsi toute sa valeur d'une haute teneur politique.

Il a été décidé également qu'un groupe de travail tenterait de démontrer le mécanisme des hameaux stratégiques afin de permettre une intervention politique au niveau de l'opinion publique et du Parlement Européen.

Il s'agit de montrer leur importance stratégique, puisqu'ils sont une preuve tangible du vaste système qui n'a pas encore été dévoilé par les medias.

Le compte-rendu de l'assemblée générale dont nous publions ici un résumé succinct, est disponible au Collectif Guatemala dans son intégralité. Si vous vous intéressez à la solidarité, n'hésitez pas. Ce document vous permettra de mieux participer et pourquoi pas de prendre des initiatives...

UNE DELEGATION
EN TOURNEE

A Strasbourg, le 12 décembre dernier, lors d'une déclaration de presse, la délégation dénonça qu'«en Europe, on passe sous silence le pourquoi de la lutte et de la révolte du peuple guatémaltèque.»

La délégation rappela que le terrorisme d'État a débuté en 1978 avec le massacre de Panzos, continuant avec l'incendie de l'ambassade d'Espagne en 1980, deux atrocités perpétrés par l'armée guatémaltèque contre le peuple et ses organisations populaires.

La délégation rappelle la politique des massacres et de génocide menée par le gouvernement de Rios Montt, la création des villages modèles, des patrouilles civiles et les grandes opérations de ratissage effectuées par l'armée dont les résultats sont significatifs : plus de 20 000 morts, 250 villages détruits, un million de personnes déplacées dans le pays et plusieurs milliers de réfugiés au Mexique et au Honduras.

Sous le régime de Mejia Victores, les enlèvements et assassinats sont devenus plus sélectifs ; les populations sont déplacées et les villages modèles sont mis en place pour répondre à des nécessités économiques précises. L'armée œuvre également à la déculturation du peuple, afin d'en finir avec le «culte du maïs» comme elle l'a dûment expliqué dans la *Revista Militar* parue au Guatemala en 1982, il faut œuvrer à «...la ladinisation de la population, de telle sorte qu'elle disparaisse en tant que groupe culturel. Par ladinisation, il faut entendre le parler espagnol, la suppression du costume typique et des signes extérieurs de différenciation du groupe. Sans ces signes, les Indiens finissent par ne plus penser comme tels, et par accepter les notions abstraites de nationalisation, de patrie»... Le même spécialiste continue : «Nous disons qu'ils n'ont pas à cultiver le maïs — non seulement ils le cultivent, mais ils le prient, ils le dansent — et que désormais tout va changer. Nous pouvons acheter du maïs bien meilleur marché aux États-Unis. Les Indiens peuvent alors faire du chou, de l'asperge, de l'oignon, qui atteignent des prix élevés sur le marché.»

La délégation du Comité Pro-Justice et Paix raconte aussi les espoirs de ce peuple dont une majorité est chrétienne et a pu ainsi témoigner dans des dizaines de villes de France. Au Puy (Haute Loire) leur intervention a suscité la réaction émouvante d'un prêtre :

Nous publions cette lettre ouverte qui illustre bien la possibilité pour chacun de prendre une initiative. Et que celle-ci sera toujours soutenue et relayée. □



Le Puy, février 1984 : meeting de retour d'une brigade du Nicaragua.

« LA CRECHE A-T-ELLE CHANGE D'ADRESSE ? »

Suite aux témoignages apportés par deux femmes catéchistes et un prêtre guatémaltèques, invités à participer à des réunions organisées les 20 et 21 décembre dans les locaux du comité d'entreprise Sainte-Marie par le comité «Amérique centrale» du Puy, un prêtre a tenu à adresser aux organisateurs les lettres suivantes qu'il a d'ailleurs autorisé à publier.*

«J'ai été bouleversé par ce qu'on dit ces deux femmes catéchistes et ce prêtre, envoyés par la commission «justice et paix» de l'église du Guatemala, qui ont été accueillis par votre comité Amérique Latine.

Les horreurs de terrorisme d'État, qui ne le cèdent en rien aux pires moments du nazisme, les violations permanentes des droits de l'homme les plus élémentaires, les drames des populations déplacées, ruinées, réfugiées. Ce qui m'a le plus frappé, c'est l'absence totale de haine, d'esprit de vengeance, mais au contraire la soif de paix, d'espérance, qui rayonnaient au cœur de tant de souffrances insupportables, si discrètement et sobrement évoquées. Ces deux femmes et cet homme, traqués en Europe par les services secrets, parce qu'ils osent seulement dire ce qu'il faut taire à tout prix et qui risquent leur vie pour leur peuple (l'une d'entre elles, institutrice, ne devait-elle pas déjà, avant de venir en Europe, coucher tous les soirs dans un lieu différent pour échapper à la répression et la religieuse qui était avec eux n'a-t-elle pas dû se taire et disparaître en Allemagne pour que les sœurs de sa congrégation, sur place, ne soient pas trop exposées aux représailles ?). Je me suis

senti bien petit, les mains vides, devant leur force paisible. J'étais là un peu par hasard, entraîné par des amis et j'ai été un peu choqué de l'absence massive de mes frères chrétiens, (pourtant les paroisses et les mouvements chrétiens avaient été alertés de cette visite de quelques-uns de leurs frères persécutés de par le monde). Je sais que nous sommes souvent sollicités ; je sais que nous avons des tas de bonnes raisons ; je sais que beaucoup de mes frères chrétiens feront pour Noël des gestes de solidarité discrets et importants ; je tâcherai de ne pas être moi-même à la traîne. Mais j'imaginai en sortant de là...

J'imaginai par exemple que si en ce temps de préparation à Noël, le pape Jean-Paul II nous avait fait la surprise d'une visite éclair au Puy, nous nous serions retrouvés des milliers, toutes affaires cessantes, pour nous bousculer sur son passage... Mais au fait, entendons-nous bien tout ce qu'il dit, sur les droits de l'homme notamment et pas seulement ce qu'il nous plaît d'entendre dans sa bouche ?

Et j'imaginai que si Walesa, que j'admire aussi et les amis du P. Popiulesko étaient venus nous parler de la Pologne,

DANS L'HEXAGONE

nous aurions tous été là aussi. Alors j'ai un peu peur :

J'ai un peu peur : quand Jésus se présente sous le visage des chrétiens persécutés dans les pays de l'Est, nous sommes spontanément solidaires ; et quand il se présente sous le visage de chrétiens moins célèbres, accueillis par des gens qui ne sont pas tous, comme on dit « de notre bord », nous devenons spontanément méfiants. Pourquoi y a-t-il ainsi deux poids et deux mesures ? Est-ce que dans nos esprits, plus ou moins consciemment, il y aurait deux sortes de martyrs : les bons (ceux qui vont dans le sens de notre anti-communisme spontané — je le dis librement car je ne suis pas militant de gauche) — et les mauvais (ceux qui sont les victimes des restes encore puissants de la civilisation dite chrétienne) ? Jésus, ignoré à Bethléem et crucifié à Jérusalem, n'est-il pas une fois pour toute du côté de toutes les victimes ?

Je sais qu'en ce temps de Noël, on peut s'approcher de la crèche de bien des manières, mais j'ai peur aussi de me tromper souvent d'adresse : j'ai peur que le lendemain de ce Noël 84, nous nous contentions des classiques : « Quel beau Noël ! Vous avez vu : les églises étaient pleines ! Et les chants superbes ! Et les fêtes de famille : merveilleuses ! Et les enfants : gâtés ! Et on a même fait un petit geste pour les pauvres... »

Je ne suis pas théologien, mais j'entends souvent dire dans les sermons qu'on ne peut pas accueillir Dieu dans les églises si on ne l'accueille pas dans tout frère qui souffre. Marie et Joseph en ce Noël 84, étaient-ils de la fête avec leur enfant ? La

presse et les médias ces jours-ci ont consacré combien de pages à ce qui se passe dans l'hôtellerie, dans le brouhaha des fêtes et combien à ce qui se passe dans la discrétion et la pauvreté de la crèche ?

Merci au comité Amérique centrale. Je suis loin de partager sans doute toutes les idées de tous ses membres mais ils m'ont fait mieux repérer l'Étoile qui dans la nuit de tant d'hommes aujourd'hui, même tous les hommes de bonne volonté et de paix à Jésus. □

*Paru dans la Tribune du 4 janvier 1985

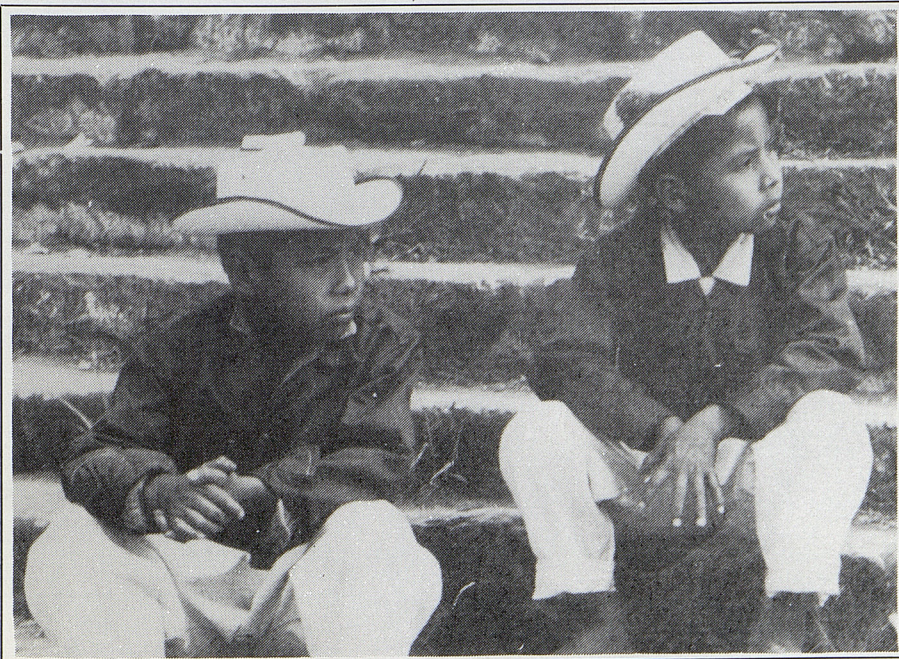
EXPOSITION

A l'initiative du comité Amérique centrale du Puy, une exposition prêtée par l'association Terre des Hommes sur le Guatemala a circulé dans la ville et sa banlieue durant le mois de décembre.

A travers une centaine de panneaux, cette exposition met en évidence les vestiges de l'ancienne civilisation maya, que les Guatémaltèques ont conservé pieusement, ainsi que leurs coutumes millénaires que l'on voudrait bien leur faire abandonner. Elle montre par ailleurs que les Indiens, qui représentent dans ce pays plus de 65% de la population, subissent un véritable ethnocide.

Cette exposition qui présente un vif intérêt est disponible à : Terre des Hommes, 26 boulevard des Bateliers, 93400 Saint Ouen. □

Photo extraite de l'exposition « Guatemala au cœur ».



chez

GALLIMARD

L'UNIVERS DES FORMES

Le Monde précolombien

Série en trois volumes

nouauté

Les Mayas

par Claude-François Baudez et Pierre Becquelin
avec Introduction au Monde Précolombien
par Ignacio Bernal y Garcia Pimentel



PREMIERE PARTIE

Préface
La civilisation maya
Genèse de l'art maya classique 2000 av.-250 apr. J.-C.
Les premières réalisations 250-550
L'apogée 550-950
Le Classique final dans la région Puuc 800-1000
Les Mayas-Toltèques 950-1250
Le Postclassique récent au Yucatán 1250-1527
Conclusion

DEUXIEME PARTIE

Contrepoint iconographique. Plans. Restitutions

TROISIEME PARTIE

Documentation générale
Dictionnaire-index illustré
Principaux repères chronologiques
Bibliographie
Cartes
Sources iconographiques

Un volume relié sous jaquette illustrée et emboîtement.
- 430 pages environ, 442 illustrations en noir et en couleurs. A 11069

à paraître

1985 Les Andes, de la Préhistoire aux Incas

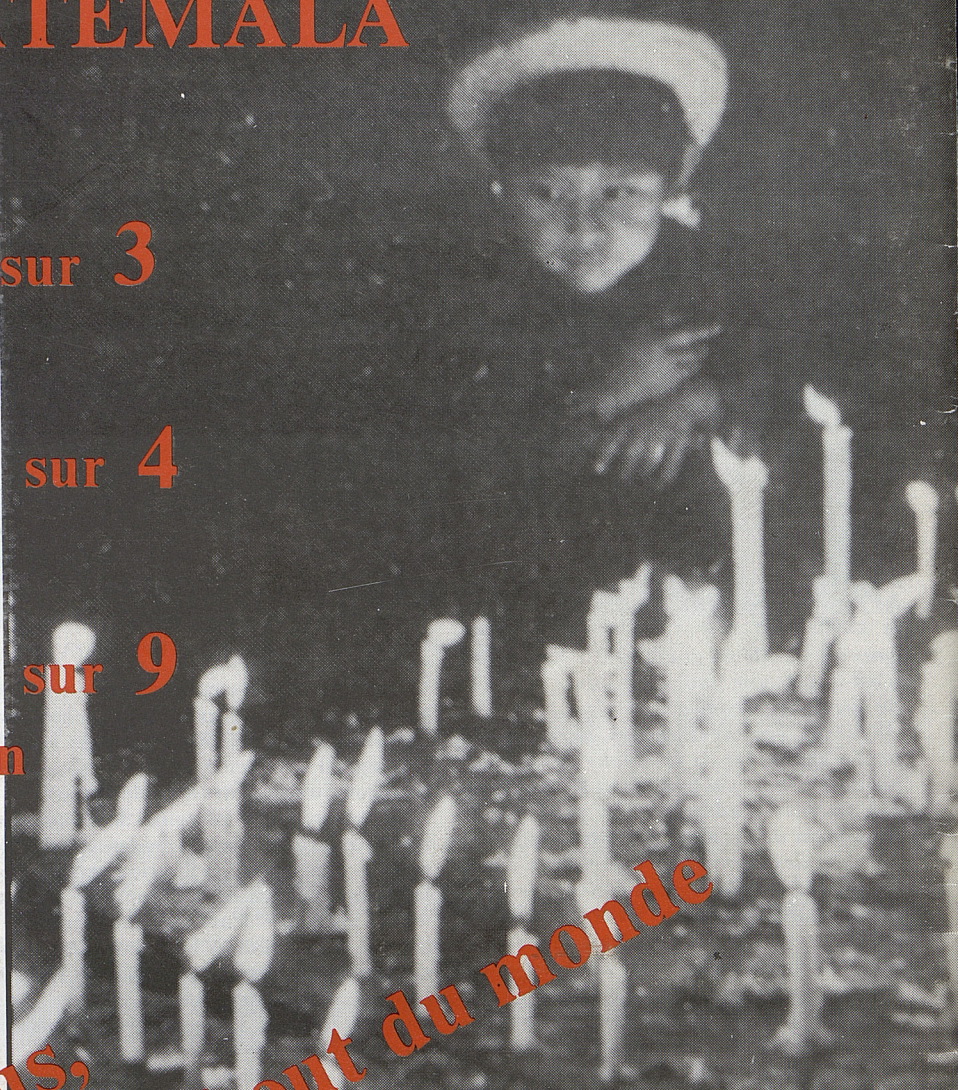
1986 Le Mexique, des origines aux Aztèques

EMMENE-MOI AU GUATEMALA

1 Guatémaltèque sur **3**
est chômeur

2 Guatémaltèques sur **4**
sont analphabètes

3 Guatémaltèques sur **9**
fuients la répression



S'informer

35 000 disparus, c'est le bout du monde

S'informer S'informer S'informer S'informer



LISEZ

SOLIDARITE GUATEMALA